

imprecoR

correspondance de presse internationale

bimensuel, n°46, 18mars 1976

30fb, 2,5fs, 3ff

ESPAGNE/VITORIA



“NOUS N’OUBLIERONS JAMAIS”

● la crise actuelle en chine ●



* sommaire *

ESPAGNE

Après Vitoria : "Nous n'oublierons pas" - M. Saura p. 3

EGYPTE

5 militants encore emprisonnés p. 8

CHINE

La crise actuelle - Gregg Benton p. 9

CUBA

Un Congrès de bilan - Livio Maitan p. 13

ANGOLA

Résolution adoptée par le C. E. I. de la IV^e Internationale p. 20

ZAMBIE

L'opposition contre Kaunda se renforce - John Blair p. 27

EDITORIAL

"Rouge Quotidien" est là ! p. 32



INPRECOR 76 rue Antoine Dansaert - Bruxelles 1000/Belgique
Correspondance de presse internationale -- Organe bi-mensuel d'information du Secrétariat Unifié de la IV^e Internationale -- Les articles signés ne représentent pas obligatoirement le point de vue de la rédaction.
ABONNEMENTS: 1 an -- 25 exemplaires : FF 70; FS 45; FB 600 ; \$ can 14
Ces prix n'incluent pas les frais d'expédition par avion outre-mer. Pour les USA et le Canada, par avion : \$ 24 par an • Pour les autres pays s'adresser à la rédaction
Pour tout règlement (sauf la France) : Gisela Scholtz, Société Générale de Banque, Agence Dailly 1030 - Bruxelles - Compte Courant N° 210-0320173-28
POUR LA FRANCE : libeller les chèques au nom de Pascal Henri et les faire parvenir à l'adresse suivante : S. I. E. , 10 Impasse Guéménée, 75004 PARIS

JUSTICIA

NOUS N'OUBLIERONS JAMAIS!"

Le courage d'un peuple

Mercredi 3 mars. La lutte des travailleurs de Vitoria pour leurs revendications - qui ressemblent beaucoup à celles qui apparaissent dans la grande majorité des plateformes revendicatives du pays : 5 ou 6000 pesetas d'augmentation pour tous, 40 ou 42 heures par semaine, 100% du salaire en cas de maladie, d'accident ou d'arrêt de travail, aucun licenciement, etc. - semble commencer à briser l'intransigeance maintenue par le patronat durant deux mois. Le dernier obstacle pour la négociation sont les 22 licenciés des Forges de Alava et les licenciés et sanctionnés de Appellaniz. La Coordination des ouvriers en grève, formée de représentants élus dans les assemblées d'usine, a appelé une fois de plus à la grève générale afin que soient levés tous les licenciements et toutes les sanctions.

Les premiers piquets commencèrent à agir à 7 heures du matin, dans les quartiers ouvriers de Zaramanga, Adurza, Arana... dans toute la ceinture ouvrière où s'est concentré au cours des quinze dernières années, un prolétariat jeune, venu en grande partie de la campagne d'Alava ou du reste du pays, une classe ouvrière qui forme la majorité des 150.000 habitants de Vitoria. A 10 heures du matin, toutes les usines sont en grève et les piquets se dirigent vers le centre de la ville en groupes rassemblant jusqu'à 5000 grévistes, criant le mot d'ordre que l'on a déjà entendu des centaines de fois à Vigo, Madrid, Valence ou Barcelone au cours des derniers mois : "Nous sommes des ouvriers, joignez-vous à nous !" Le cri de la solidarité, de la grève générale. Aujourd'hui, en Espagne, il suffit de dire ceci : "Joignez-vous à nous", personne ne demande pourquoi tant la réponse est claire pour tous. Elle est

encore plus claire depuis ce 3 mars.

A midi, tout Vitoria est paralysé : c'est le quatrième appel à la grève générale de ces trois dernières semaines et, sans doute, le plus largement suivi. A la différence de ce qui s'était passé depuis le début des luttes le 9 janvier dernier, la police intervint très violemment. Ce n'est pas par hasard : le gouvernement et le patronat ont pensé que la lassitude commençait à ouvrir une brèche dans l'unité et la combativité des ouvriers d'Alava et ont décidé de passer à l'offensive. Ils se trompaient.

Dès le début toutes les charges de la police rencontrèrent la riposte adéquate : les bâtons et les pierres apparaissent aux mains des grévistes, des barricades sont construites, barricades classiques des luttes ouvrières, présentes aujourd'hui, face à la panique de la bourgeoisie de toutes tendances politiques, dans de nombreuses luttes de masses en Espagne. Une manifestation de centaines de femmes, qui ont joué un rôle fondamental dans la grève de Vitoria, est sauvagement réprimée. Un groupe d'ouvriers réfugiés dans un poste à essence, menace la police d'y mettre le feu si celle-ci les attaque : la police tira et c'est déjà là qu'aurait pu commencer le massacre.

La tension augmente. Ce n'est que vers deux heures de l'après-midi quand la police se retira provisoirement dans ses casernes improvisées - car Vitoria a connu une véritable invasion policière et des détachements d'autres provinces sont arrivés - que la ville parut tranquille. Les informations officielles diront plus tard que, à cette heure, "la ville était aux mains des grévistes". C'est justement pour cela qu'elle était tranquille, parce que les agresseurs s'étaient retirés. La police était en train de recevoir de "nouvelles instructions". Nous verrons plus tard quel était le contenu de ces instructions.

L'assemblée générale des grévistes se réunit à 5 heures de l'après-midi dans l'Eglise San Francisco, dans le quartier de Zaramanga. C'est la 209^{ème} assemblée qui se tient à Vitoria depuis le 9 janvier. Il y a environ 5000 grévistes dans l'Eglise : c'est une participation normale. Il y en a 10.000 autres dehors. La police, suivant les "nouvelles instructions" a entouré l'église et en bloque l'entrée. La célèbre "tolérance" des "réformateurs" franquistes face

aux actions de masse s'est envolée en fumée à Vitoria, comme auparavant à Elda (où un ouvrier fut assassiné quelques jours plus tôt), à Madrid (où des affrontements violents eurent lieu en janvier), à Barcelone (où des ouvriers du bâtiment dressèrent récemment des barricades), à Tarragone (un autre assassinat), etc. Les délégués ouvriers de la Coordination arrivèrent pour présider l'Assemblée - et il faut souligner que ceci s'est répété des dizaines de fois à Vitoria, que les membres de la Coordination, militants de l'UGT, du MCE, du PCE, de l'OCA et de la LCR-ETA(VI) (Union Générale des Travailleurs, Mouvement communiste d'Espagne, Parti communiste espagnol, Organisation des commissions anti-capitalistes - liée auparavant à l'Organisation Internationaliste communiste d'Espagne, Ligue communiste révolutionnaire-ETA(VI)) sont connus dans toute la ville, ils ont été élus par leurs camarades démocratiquement et ouvertement; ils arrivèrent après leur réunion préparatoire et la police les empêcha d'entrer. L'affrontement commença en dehors de l'église entre la police et ceux qui exigeaient leur droit fondamental à participer à l'assemblée qui devait décider de la poursuite de leur grève. Brusquement, sans préavis, la police brisa les vitraux de quelques fenêtres de l'église et envoya à l'intérieur des bombes lacrymogènes et des bombes fumigènes. Quelqu'un cria : "Ils sont en train de les enfumer !" L'indignation qui se développa - sans laisser un seul instant place à la peur - ne fut pas, comme le dirent les autorités plus tard, un produit de l'inconscience. Au contraire, elle fut le produit de la conscience accumulée au cours de plusieurs semaines de luttes, de la détermination à vaincre qui est enracinée dans tout le peuple d'Alava, face à toute agression. Les travailleurs abandonnèrent l'église avec beaucoup plus de calme qu'on ne pouvait le supposer : ils sortaient pour lutter, non pour fuir. La tuerie commença alors : 4 morts, 73 blessés par balles soignés à l'hôpital, des centaines de blessés qui se soignèrent chez eux. Voilà le prix qu'il faut payer pour lutter pour la réintégration de dizaines de camarades, dans cette Espagne conduite "prudemment" vers la "démocratie" par les réformateurs franquistes.

Pourtant, une fois de plus, la répression la plus sauvage ne sera pas capable de freiner un seul instant la lutte des masses. Immédiatement, Vitoria se remplit de barricades, toute la population est dans la rue, poussée par la colère, luttant durant des heures, jusqu'à la nuit. Avec le sang d'un des camarades tués,

quelqu'un a écrit dans la rue le mot "Justice". Ce mot, dans le sens réel, juste, que lui donnent les exploités, les opprimés, va résonner dans tout le pays.

Le 4 mars, Pampelune est en grève générale, à l'appel de l'Assemblée des délégués d'usine, un nouvel organisme qui réunit environ 500 représentants élus dans les usines de Navarre. Il y a d'innombrables manifestations de milliers de personnes; des barricades sont dressées quand la police charge. En Biscaye, même s'il n'y a pas d'appel unitaire, la grève est pratiquement générale : le Comité central de grève, qui regroupe les représentants des entreprises en lutte pour leurs revendications, organisa des manifestations, des rassemblements de 15.000 à 20.000 personnes, qui durèrent 4 à 5 heures et défilèrent sur des kilomètres dans les rues, à Basauri - où il y eut un nouvel assassinat -, à Sestao, Portugaleta, Guetxo, etc. En Catalogne, à Vigo, Gijon, Saragosse, Séville, Madrid, Valence... des arrêts de travail et des manifestations exprimèrent la solidarité et la protestation. Les cris des travailleurs de Biscaye "Frères de Vitoria, nous n'oublions pas !" résume les sentiments qui entraînèrent des centaines de milliers de personnes dans la lutte, à travers tout le pays.

Ce même 4 mars, Vitoria est occupée militairement par la police. On ne tolère pas de groupes de plus de trois personnes. Mais les barricades restent en place : dans la ville apparemment déserte, si quelqu'un se risque à retirer une brique des barricades, il voit apparaître immédiatement, aux portes des habitations avoisinantes, les visages tendus et fermes des grévistes, des pierres et des bâtons dans les mains, défendant leurs barricades. Car rien n'est terminé à Vitoria; la lutte doit continuer, les barricades sont toujours nécessaires, il a fallu verser assez de sang pour les dresser !

Le 5 mars, c'est l'enterrement. Plusieurs heures avant son commencement, il y a déjà 100.000 personnes à l'intérieur de la cathédrale et sur la place. 100.000 personnes crient, applaudissant les camarades assassinés, agitant leurs mouchoirs, faisant le signe de la victoire, levant le poing devant les cercueils, portant les cercueils sur l'épaule pendant des heures, passant, avec défi, devant le siège du gouvernement civil, criant : "Dissolution des corps répressifs" devant la police assassine. Et, en quittant le cimetière, un groupe de 3.000 à 4.000 hommes et femmes de Vitoria se dirige instinctivement, sans que personne n'ait rien dit, guidé par un élan de solidarité profond, vers l'hôpital où se trouvent leurs camarades blessés. Ils crient devant les portes de l'hôpital : "Ouvriers blessés, nous sommes ici", et cet "ici" renferme toute la détermination à poursuivre la lutte, à n'abandonner aucune des raisons qui ont donné vie à deux mois de mobilisations de masse, raisons plus fortes que toutes les balles.

Le lundi 8 mars, une réunion unitaire des di-

rections d'Euskadi du PSOE, du PCE, du PTE (Parti du Travail), de l'ORT (Organisation révolutionnaire des travailleurs), du MCE et de la LCR-ETA(VI), à laquelle se joignent les autres organisations ouvrières politiques et syndicales, appela à la grève générale. Et cette fois, il y eût 500.000 grévistes en Euskadi. Bien plus qu'à toutes les autres occasions, beaucoup moins que la prochaine fois, suivant la dynamique fondamentale, toujours plus loin, toujours plus fort, des luttes de masse de ces dernières années.

Et Vitoria reste debout. Le samedi 6 arrive Fraga - l'homme de la "démocratie forte", l'admirateur d'Adenauer, celui qui a dit : "Le timing de la réforme, c'est moi qui l'établirai", celui qui continue à prétendre d'exclure de ses plans réformateurs la légalité du mouvement ouvrier, celui qui a accusé d'"anarchisme" la grève de Vitoria. Le Ministre de l'Intérieur de la monarchie franquiste va tenter de sauver les apparences dans la ville qui a porté le coup de grâce à son programme politique.

Fraga imposera - finalement (!) - au patronat la réintégration des licenciés. Cependant cela ne suffit pas. Il y a d'autres revendications : la liberté des 6 membres de la Coordination arrêtés, la liberté d'assemblée, la reconnaissance des commissions élues dans les assemblées comme représentation authentique des travailleurs. Le vendredi 12 mars, Vitoria continuait la lutte. Personne n'a oublié à Vitoria. Rien n'est plus comme avant Vitoria, aujourd'hui, en Espagne.

Le prix de la liberté

Vitoria est le maillon le plus héroïque de la chaîne des luttes de masses qui se forge en Espagne, particulièrement depuis le mois de janvier. Mais ce n'est pas, bien sûr, le seul maillon, et ce ne sera pas le dernier.

A travers les "ouvertures" des misérables "concessions" politiques la réforme franquiste s'est vue obligée de "tolérer" dans son chemin vers la "démocratie" fantôme, un ouragan révolutionnaire a pénétré dans le pays et ne l'abandonnera pas tant qu'il restera une seule ombre, une menace d'exploitation et d'oppression.

Depuis les premières manifestations pacifiques, silencieuses, pour l'amnistie, un phénomène nouveau et plein de promesses s'annonçait : les masses entraient dans l'action politique, imposant leur présence dans la rue; des gens qui jamais - un "jamais" qui signifie 40 ans de dictature - n'avaient "fait de politique" sortirent dans la rue et rencontrèrent des milliers de personnes comme eux, luttant pour les mêmes objectifs, avec l'assurance de les atteindre par eux-mêmes, par leurs actions. Ces travailleurs, étudiants, membres des pro-

fessions libérales, femmes ... de tout le pays allaient apprendre à imposer leur présence, leur participation active dans les entreprises, les quartiers... , toutes les revendications en suspens, économiques, politiques, sociales, allaient surgir à la fois, provoquant une immense conscience de la solidarité, une politisation immédiate de toutes les luttes, un besoin profond de s'organiser pour lutter. Tous les organismes que le mouvement de masse considérait comme utiles pour l'action unitaire furent utilisés : associations de voisinage, unions syndicales, associations professionnelles, associations de maîtresses de maison, etc. , sans s'occuper de la fonction que leur attribuait la légalité franquiste. D'autres organismes nouveaux se créèrent, parallèlement à ceux qui existaient auparavant et se substituèrent ou se combinèrent avec eux au cours de l'action, cherchant toujours la voie capable de permettre la meilleure représentativité, la meilleure coordination, la plus grande extension des actions. Et toujours, au centre, l'Assemblée d'usine ou de branche, souveraine, les délégués, les commissions et les comités élus en leur sein et, plus récemment, les piquets volants et les piquets d'auto-défense, qui sont une véritable acquisition du mouvement, malgré la campagne de presse qui s'est élevée contre eux.

Ainsi, en janvier-février 1976, lors des luttes d'enseignants à Madrid, les assemblées générales envoyaient des délégations aux usines en lutte, Chrysler, Pégase, demandant et obtenant la solidarité, et recevaient chez elles des délégations de ces assemblées ouvrières, d'organismes coordinateurs de quartiers, d'associations de voisins, etc. , et entre tous on discutait des revendications et des lignes directrices de la lutte. En février, pendant la grève de la construction à Barcelone, tous les chantiers élirent leurs délégués et c'est l'assemblée des délégués qui est apparue à la tête de la mobilisation. A Pampelune, il est arrivé quelque chose de semblable, ainsi que cela était arrivé antérieurement lors de la grève de la Getafe à Madrid (janvier 1976).

Les mots d'ordre qui orientent les luttes s'é-tendent, s'unifient, se radicalisent. L'amnistie élargit son champ d'application au terrain social : maintenant, amnistie signifie aussi la réintégration de tous les licenciés et de tous ceux qui subirent des représailles depuis 1936. Dans l'entreprise Babcock-Wilcox de Biscaye, cette revendication a été obtenue. Dans d'autres entreprises, la lutte continue. Dans les premières manifestations de janvier, on a applaudi à certaines occasions la police qui évitait de charger les manifestants : la presse multiplia - par mille - les applaudissements. Les mains sans expérience qui applaudissaient alors s'occupent aujourd'hui à construire des barricades. Le mot d'ordre de dissolution des corps répressifs faisait déjà partie de l'atmosphère qui se respire en Espagne (et malgré cela, ou plutôt à cause de cela, lors de la réunion unitaire

qui lança la grève générale en Euskadi en solidarité avec Vitoria, le PCE menaça de se retirer de l'unité si on conservait ce mot d'ordre (!), et cela le lendemain des assassinats de Vitoria !). Le cri de "A bas la CNS !" fait partie de toutes les plateformes revendicatives. Le syndicat Unique de classe est une nécessité ressentie par des millions de travailleurs; on en discute en détail dans les assemblées de nombreuses usines. Personne n'ose aujourd'hui affirmer qu'il est possible, en Espagne, de "réformer" ou d'"investir" la CNS, le syndicat vertical fasciste haï. Il existe un accord unanime sur la nécessité de le détruire. Devant plus de 30.000 ouvriers de Pampelune c'est le président lui-même du Conseil provincial (la plus importante structure provinciale du syndicat vertical) qui a crié "A bas la CNS !", repris en chœur par des milliers de voix. Le "congrès syndical", farce que prépare le gouvernement, sera sans aucun doute l'occasion d'une grande mobilisation indépendante des travailleurs espagnols, qui commence à être organisée.

Les projets de "réforme" du gouvernement sont morts-nés, ils appartiennent à la pré-histoire, alors que les masses écrivent déjà l'histoire. Pour organiser une manifestation, le gouvernement propose 16 conditions préalables, alors que tous les jours il y a des dizaines de manifestations dans l'immense majorité des villes du pays, appelées pour mille raisons, par toutes les organisations imaginables. Pour organiser "légalement" une réunion, il faudrait également faire on ne sait combien de démarches, mais les assemblées de milliers de travailleurs, d'étudiants, de gens de toutes les professions se succèdent usine par usine, ville par ville. A Sabadell, à Pampelune ou à Vigo, les assemblées doivent se réunir sur les terrains de football pour pouvoir accueillir tous ceux qui veulent y participer.

Après Vitoria, que reste-t-il de la "réforme" franquiste : une crise ouverte de gouvernement qui, peut-être, se résoudra dans les prochaines semaines et, par ailleurs, un affrontement à mort au sein de l'appareil franquiste, qui n'arrivera même pas à se mettre d'accord pour constituer un soi-disant "Front National", bloc défensif de toute la charogne franquiste. L'armée va souffrir des conséquences des graves sentences émises contre les officiers de l'Union militaire démocratique, et commence déjà à se préoccuper de l'extension des Commissions de soldats (les rues de Madrid sont pleines de slogans disant : "Formez des Commissions de soldats !"), et des réunions larges comptent, dans le Guipuzcoa, des dizaines de soldats participants.

La réforme franquiste a fait naufrage. "Fragamanlis" - surnom que l'on donna au Ministre de l'Intérieur au début de l'année, avec une évidente satisfaction de sa part - est devenu "Fragachet" (Fraga + Pinochet) : c'est ainsi qu'on aurait dû l'appeler dès le début.

La bourgeoisie observe avec une préoccupation croissante cet échec, dont les conséquences politiques affectent gravement ses projets politiques de classe. La dynamique des mobilisations de masse donne la chair de poule jusqu'aux plus "démocratiques" des politiciens bourgeois.

Ainsi, il y a seulement quelques jours, Ruiz-Jimenez (démocrate-chrétien) affirmait à Rome : "Il faudrait conseiller que ne se multiplient pas les actions de rue, si ce n'est pour des raisons très sérieuses, et avec un grand sens des responsabilités".

Chaque fois, le projet politique de la "bourgeoisie démocratique" se fait plus clair et, malheureusement, chaque fois également, la soumission des directions des organisations ouvrières à ce projet est sans limites. Ainsi, la dernière trouvaille de la "Junta démocratique" et de la "Plateforme de convergence démocratique" qui, à nouveau, sont restées en marge ou ouvertement contre les luttes en cours, est ce qu'elles appellent "rupture pactisée, formule pieuse et honteuse pour proposer un pacte aux "réformateurs franquistes". Cette formule est accompagnée d'un "tournant tactique" consistant à éliminer des communiqués toute référence critique à l'égard du Roi et tout appel, aussi lointain soit-il, à la fantasmagorique "Action démocratique nationale" qui, en d'autres temps, était la voie proposée pour "rompre" avec la dictature.

De cette façon, nous arrivons au problème central de la situation politique actuelle en Espagne. La bourgeoisie, soumise à une crise économique à laquelle elle ne voit pas d'issue, ne dispose plus maintenant de ses vieux mécanismes de pouvoir - anéantis par la disparition du dictateur - et n'est plus en mesure d'en créer de nouveaux pour faire face à un mouvement de masse qui s'élève chaque jour d'un degré dans son organisation, son étendue et sa combativité. Au milieu d'une paralysie croissante, elle ne voit pas d'autre recours que l'"évolution", la pression sur le Roi et un secteur de l'actuel appareil politique, pour obtenir le "pacte possible", capable de freiner le développement de l'activité des masses. La fonction et le rôle que jouent les organisations réformistes est de tenter de transmettre cette paralysie au mouvement de masse. Quand, lors des récentes grèves de Madrid on demandait, en réunion de bilan, à des dirigeants connus du PCE quelle était la raison pour laquelle ils n'avaient pas appelé à la grève générale, ils répondaient toujours de la même façon : "Parce qu'un gouvernement provisoire n'a pas encore été constitué. L'opposition est divisée et dans ces conditions, lancer une grève générale serait aller au chaos". Chaque fois il est plus difficile au PCE de faire des affirmations aussi cyniques devant les assemblées ou les réunions préparatoires. Et encore plus difficile maintenant, après Vitoria.

Lors d'une assemblée générale des métallur-

gistes de Barcelone, au sujet de leur prochain congrès provincial - qui, attention !, concerne plus de 200.000 ouvriers de Barcelone - un travailleur disait à ses camarades : "Nous savons qu'il peut nous arriver la même chose qu'à nos camarades de Vitoria, mais il faut poursuivre la lutte". Cette phrase résume l'état d'esprit du mouvement de masse en Espagne. Personne ne pourra arrêter cette volonté de combattre.

Cette volonté constitue le point d'appui fondamental de l'intervention des marxistes-révolutionnaires. Nous avons été présents lors de toutes les mobilisations de la bataille finale contre le franquisme, impulsant une ligne d'indépendance de classe, d'auto-organisation, d'auto-défense, de coordination entre tous les secteurs en lutte, pour le renversement de la dictature. Le périodique "La Vanguardia" de Barcelone écrivait dans son numéro du 11.3.1976 : "Tout fait penser que la LCR-ETA(VI) a réussi à capitaliser le récent conflit d'Alava". Le périodique de la bourgeoisie catalane exagère certainement un peu. Mais il dirait vrai s'il affirmait que les militants de la LCR-ETA(VI) ont été à l'avant-garde du mouvement à Vitoria, comme dans la grève de la construction de Barcelone, dans les grèves des Asturies, de Vigo, de Valencia, de Madrid, dans les luttes des enseignants, et dans tous les endroits où s'accroît la rébellion contre l'oppression et l'exploitation; à l'avant-garde du mouvement avec beaucoup d'autres combattants et militants d'autres organisations lut-

tant pour les revendications économiques, politiques et sociales des masses, pour que se renforce leur confiance en elles et que ne se gaspille pas le prix très élevé que notre peuple paye pour sa liberté.

Quand la dictature sera défaite, la classe ouvrière et le peuple espagnol sauront dire à ceux qui parlent de "Réconciliation" : "Nous, nous n'oublions pas !", à ceux qui parlent de "Pacte Social" et à ceux qui veulent les tromper avec la marchandise pourrie d'une "liberté rognée", ils leur diront encore : "Nous, nous n'oublions pas !"

Notre tâche à nous, de la LCR-ETA(VI) consiste à renforcer cette mémoire collective, à l'organiser, à l'étendre, à construire à travers elle la section de la IVème Internationale dans l'Etat espagnol.

En Espagne, la liberté lutte pour naître. Dire à quel point nous avons besoin de la solidarité des travailleurs du monde entier est d'une totale évidence. Nous savons que la flamme qui s'est allumée le 3 septembre (1) contre la dictature assassine ne s'éteindra pas. Vigilance pour l'Espagne, camarades du monde entier ! Nous avons besoin de nouveaux "3 septembres" ! Pour que jamais plus ne coule le sang ouvrier en Espagne. A bas la dictature assassine !

12.3.76.

(1) Le 3 septembre 1975 fut une journée de solidarité internationale avec l'Espagne.



AZNAR, MARTINEZ et BARROSO, trois des victimes de la violence policière

5 MILITANTS EGYPTIENS

D'autres informations nous sont parvenues au sujet des militants révolutionnaires qui ont été arrêtés en Egypte l'été dernier. Les premiers compte-rendus de la presse égyptienne officielle disaient que 20 personnes avaient été arrêtées au début de juillet 1975, et accusées d'être membres de la Ligue communiste internationaliste, une organisation marxiste-révolutionnaire. (Voir "Inprecor", n°33, du 11.9.1975). La presse égyptienne rapporta que les militants arrêtés seraient accusés d'avoir pris contact avec le Groupe communiste révolutionnaire du Liban et la IV^e Internationale et d'avoir organisé le "renversement du régime économique et politique" de l'Egypte dans l'intention de le remplacer par "un régime extrémiste trotskyste communiste".

Les dernières informations sont les suivantes :

Le régime a délivré 21 mandats d'arrestation. 60 personnes ont été arrêtées et emprisonnées, tandis que 5 personnes sur les 21 sont restées introuvables. L'un des 60 arrêtés a été relâché. 10 autres ont été mis en liberté provisoire et peuvent être à nouveau arrêtés à tout moment, bien qu'aucune accusation formelle ne soit portée contre eux. 5 militants sont toujours détenus. Ce sont : Abdel Kazim Shahit Mahmoud, et Muzahim Muhi el-Takriti, tous les deux sont des professeurs irakiens, Reda Ibrahim Farag, un étudiant, Mahmoud el-Sayid Mohamed et-Sayid, ouvrier, et Rashad Mansour Mustafa el-Bedawi, ouvrier également. Ces militants attendent toujours de savoir officiellement de quoi on les accuse, et un long délai dans l'instruction de leur cas est possible, le gouvernement peut les garder en prison indéfiniment. On ne sait pas quelles peines ils encourrent, mais une loi votée en 1971 prévoit des sentences allant jusqu'à l'emprisonnement à vie pour toute activité politique menée en dehors du cadre de l'Union socialiste arabe, le seul parti légal du pays.

Les 10 militants qui ont été relâchés provisoirement sont : le Dr. Muhammed Abdu Bayuni, vétérinaire; Ibrahim Abdel Azziz Azzam, étudiant; Muhammed el-Bashir Abdel Fu'ad el-

Sibai, employé de l'agence de presse égyptienne; Kemal Fu'ad Nagib Muftah; Muhammed Ali Tayil, étudiant; Muhammed Na'man Hashim Tawfal; Randa Abdel Ghaffar el-Baasi et son frère, Najwa el-Baasi, tous les deux étudiants; Ali Mahmoud Khalil, employé; et Shawki Muhammed Rashad Abdel-Ghanni.

Par ailleurs, il a été confirmé que Ahmad Nabil el-Hilali, avocat égyptien bien connu défend les militants emprisonnés.

La situation dans laquelle se trouvent les militants frappés par la répression en Egypte a des significations politiques contradictoires. D'un côté, le fait que quelques uns des camarades aient été relâchés, même si c'est provisoirement, montre que le régime de Sadate qui essaye à l'heure actuelle de faire reluire son image de marque "libérale" est sensible à des pressions internationales sur la question des prisonniers politiques.

D'un autre côté, le fait que 5 militants aient été gardés en prison depuis plus de 8 mois sans même avoir été formellement accusés, implique que le régime peut bien avoir l'intention de les détenir indéfiniment, refusant le risque d'un procès politique mais refusant également de relâcher les prisonniers. Il est donc clair que le destin des camarades dépend de deux facteurs : la situation en Egypte et le degré de la solidarité internationale organisée pour leur défense. Ce dernier facteur est particulièrement important dans le cas des deux militants irakiens qui pourraient être expulsés en Irak, où, entre les mains du régime baasiste ultra-répressif, ils seraient presque certainement condamnés à la mort.

Mais la solidarité n'est pas purement politique. Plusieurs des militants emprisonnés sont des travailleurs dont les familles sont privées de tout revenu aussi longtemps qu'ils restent détenus en prison. Ces familles sont dans d'extrêmes difficultés financières et ont besoin d'aide. Les contributions peuvent être envoyées au CCP de G. Sholtz, N° CCP 000 -108 5001 - 56, avec la mention solidarité familles Egypte.

TOUJOURS EMPRISONNES



Teng Hsiao-ping

la crise actuelle

La crise politique en cours en Chine est essentiellement une continuation de la révolution culturelle, mais sous une forme différente. Les questions fondamentales, l'alignement des forces au sommet, la liste des accusations soulevées par les maoïstes, tout ceci demeure en gros inchangé. La prophétie de 1966 de Mao, selon laquelle les monstres et les démons "ressurgiraient" tous les sept ou huit ans a plus ou moins été vérifiée dans le temps, et les prédictions des "sinologues bourgeois" infirmées. Et il y a encore beaucoup d'aspects de la campagne actuelle qui semblent la démarquer de manière décisive de la crise antérieure.

L'offensive maoïste en cours représente l'exacerbation soudaine d'une lutte qui a grondé presque continuellement dans les instances dirigeantes du sommet du parti depuis la révolution culturelle, et qui s'est soldée par leur décapitation répétée. Elle a été engendrée par la mort de Chou En-lai, dont le poids politique et les dons de médiateur avaient antérieurement maintenu l'équilibre entre les fractions concurrentes dans la direction.

En dépit même de l'effet de polarisation de la révolution culturelle, le modèle complexe des individualités et des groupements politiques au sein de la direction du PCC est un défi à toute classification simple. Néanmoins, pour l'analyse en cours, on peut définir en gros une fraction "radicale" et une autre "conservatrice". La fraction "radicale" a imposé sa domination au cours de la révolution culturelle; elle est la plus homogène des deux. La couche plus vaguement caractérisée comme "conservatrice", avec le "No. 2 des champions de la restauration capitaliste", Teng Hsiao-p'ing en son centre, a manifesté une conception de l'Etat plus institutionnelle et plus bureaucratique. Il serait tout à fait faux de confondre les maoïstes "radicaux" avec les forces antibureaucratiques authentiques actives en 1966-68, comme il le serait d'accepter la caractérisation de Teng Hsiao-p'ing de "restaurationniste bourgeois". Le but original de Mao dans la révolution culturelle était de déraciner ses opposants dans la direction et de garder le pouvoir à travers sa propre fraction "radicale". L'évolution indépendante du mouvement des Gardes Rouges et le développement d'un centre rival de pouvoir autour de Lin Piao, l'allié d'un temps de Mao, au sein de la direction militaire centrale, ont fait obstacle à la réalisation de ses objectifs.

L'alliance "radicale" de Mao fut rognée jusqu'à la base dans des sections de l'appareil du Parti, notamment à Shanghai et dans des secteurs des milieux culturels et de la presse. Les inclinations bonapartistes de Mao anihilèrent automatiquement dans son entourage politique la présence de quiconque manifestait une réelle autorité indépendante ou du prestige, en Chine ou sur le plan international. C'était une raison essentielle de plus pour la réhabilitation de masse des "pragmatistes" comme Teng Hsiao-p'ing après 1972, quand le mouvement pour la reconstruction du Parti et de l'administration était en cours. La pression pour réhabiliter les victimes de la révolution culturelle et réduire l'influence "radicale" vint aussi des commandants militaires régionaux, dont le pouvoir s'accrut considérablement durant les phases de "nettoyage" de la révolution culturelle et après.

Il en résulta un mariage branlant et même contre nature de ces deux fractions. Tout au long des dernières trois années, les deux fractions se sont affrontées pour l'hégémonie, et le cours déroutant des événements s'est encore compliqué du fait de la montée et du déclin constants du mouvement de masse.

Le 10ème Congrès du Parti d'août 1973 vit la promotion soudaine au rang de No. 3 (après Mao et Chou) du dirigeant de Shanghai Wang Hung-wen, qui avait accédé à cette situation éminente en tant que "radical" après 1966. Pendant le Congrès, Wang avait lancé des mots d'ordre radicaux et mis à nouveau l'accent sur le rôle du mouvement de masse. Les mots d'ordre de Wang furent appliqués partiellement dans la campagne ultérieure "Critiquer Lin-Piao, critiquer Confucius". Les journaux muraux traduits en Occident révélèrent l'étendue de la corruption officielle et d'autres abus, et aussi une vague de grèves et de manifestations qui avaient secoué le pays. En janvier 1975, l'Assemblée Nationale Populaire se réunit à Pékin. L'accent central de l'Assemblée portait sur l'unité et la stabilité. La représentation "radicale" dans les instances mises en place par l'Assemblée fut minimisée. Teng Hsiao-p'ing et ses alliés s'emparèrent de la plupart des positions les plus élevées. Mao lui-même était ostensiblement absent. En février 1975 une nouvelle campagne était lancée pour "la restriction des droits bourgeois", dans le but clair de manœuvrer depuis les coulisses l'issue politique de l'Assemblée Nationale Populaire. La campagne a montré que même si Mao n'était pas en mesure d'empêcher la réhabilitation des "partisans de la voie capitaliste", il n'avait absolument aucune intention de se soumettre à eux. Contrairement à la campagne nébuleuse "Critiquer Lin-Piao, critiquer Confucius", elle a soulevé des questions carrément subversives en soi, telles que les privilèges matériels bureaucratiques, la présence de "détenteurs de pouvoir bourgeois" dans la direction, etc. Des événements récents confirment le soupçon que Teng Hsiao-p'ing était la cible principale de la campagne. Dans

la seconde moitié de 1975, après une nouvelle éruption de grèves et l'apparition d'organisations de masse illégales dans diverses parties de la Chine, la campagne perdit clairement son élan et le mot d'ordre "Unité et Stabilité" fut lancé. Teng Hsiao-p'ing, devenu maintenant membre du Comité permanent du Bureau Politique, vice-président du Parti, chef d'état-major de l'Armée et suppléant permanent d'un Chou En-lai agonisant, apparaissait de plus en plus certain d'accéder au poste de premier ministre le moment venu.

Le 8 février 1976, l'annonce de la nomination de Hua Kuo-feng, au poste de Chou créa de ce fait une sensation. Cette nomination avait toutes les apparences d'un compromis. Il ne possède aucune base nationale de pouvoir. Il n'est pas connu comme un "radical", et pendant la révolution culturelle, il a été l'objet d'attaques furieuses de la part du groupe d'extrême-gauche Sheng-wu-lien du Hunan. Dans la mesure où Hua est ministre de la sécurité publique, sa nomination peut aussi signifier un avertissement à l'égard de possibles "auteurs de troubles" à la base.

Quatre jours plus tard commença une campagne de presse et de journaux muraux. Bien que Teng n'ait pas encore été cité au moment de leur rédaction, il était immanquablement la cible de l'offensive. Les accusations portées contre Teng et les "droitiers" comprennent :

- le lancement d'un "typhon économique" pour "placer l'économie en premier", ou de pair avec la politique. Le 17 février, le Quotidien du Peuple accusa les "partisans de la voie capitaliste" de "mettre sur pied d'égalité : 1) l'étude de la théorie de la dictature du prolétariat pour combattre et empêcher le révisionnisme; 2) la promotion de la stabilité et de l'unité et 3) le développement de l'économie nationale" (mentionné comme "prendre les trois directives comme axe").

- l'introduction de la discorde entre le parti et les intellectuels et la défense de la position que "les unités scientifiques et techniques doivent être dirigées par des experts", que l'objet des universités est de "former des cadres et des techniciens" et qu'un "bon élève fait un fonctionnaire" (Quotidien du Peuple, 13 février 1976)

- le renversement de décisions antérieures, l'opposition à l'ascension rapide de la jeunesse et le recrutement de personnel "sans enquêter sur le passé politique de la personne à nommer, ni sur son attitude à l'égard de la révolution culturelle"

- la proposition d'élargir l'échelle des salaires de huit à douze échelons

- la volonté de réconciliation avec le Kremlin

- l'opposition au principe de Mao selon lequel "le parti doit commander à l'armée, et non l'inverse".

D'autres accusations allèguent que les auto-

critiques de Teng après la révolution culturelle n'étaient pas sincères, qu'il avait convoqué l'Assemblée Nationale Populaire de janvier 75 contre la volonté de Mao, qu'il avait tenté de faire disparaître l'information que Wang Hungwen était vice-président de la Commission militaire au Parti, qu'il avait obtenu des "informations calomnieuses" à utiliser contre Chiang Ch'ing (la femme de Mao) et qu'il avait toujours agi dans le sens de la collaboration de classe et de la capitulation depuis la guerre de résistance anti-japonaise.

Le Quotidien du Peuple du 29 février accusait les "partisans de la voie capitaliste" (ouvertement mentionnés comme "fraction" plutôt que comme une "petite poignée") de "diviser sans scrupules le Comité Central" et mettait en garde contre leur "très grand pouvoir" dans le Parti. Des forces puissantes se sont clairement regroupées derrière Teng, non seulement à Pékin mais aussi dans les provinces. La formule "droitière" : "Prendre les trois directives comme axe" a été utilisée extensivement dans les conférences locales sur l'agriculture à la fin de 1975 (bien que Hua Kuo-feng ait évité de l'utiliser dans son discours important sur le développement de l'agriculture). On dit que les journaux muraux dans les provinces ont élargi leurs attaques contre des dirigeants locaux. En l'absence de retraites ou de compromis, la lutte pourrait ainsi facilement s'étendre à de grandes régions du pays.

Dans une telle situation, le rôle de l'armée serait décisif. A la suite de la révolution culturelle, alors qu'elle est traditionnellement subordonnée à une direction politique unie, l'armée s'est divisée et a été prise dans le chaos fractionnel. Pendant et après l'écrasement du groupe de Lin Piao, les commandants régionaux ont acquis un pouvoir et une influence sans précédent en Chine. L'expérience de la révolution culturelle et le conservatisme inhérent à la hiérarchie militaire les ont poussés naturellement à une alliance avec les pragmatistes "conservateurs" dans la direction. Tout récemment à Shanghai, le Parti a énergiquement mis en avant l'idée d'une "milice ouvrière" comme contre-poids à cette alliance, avec des degrés de succès variables. Une réorganisation des commandements régionaux a réduit en partie l'influence politique des militaires, mais elle demeure de manière significative plus grande que dans d'autres Etats ouvriers et pourrait rapidement resurgir comme facteur indépendant dans la situation politique. Le fait que le principe du contrôle du Parti sur l'Armée ait été soulevé comme un problème dans la campagne actuelle risque en conséquence d'avoir des implications sinistres pour l'évolution future de la lutte pour le pouvoir.

Le rôle exact de Chou En-lai dans la crise actuelle demande des éclaircissements.

Le Monde du 2 mars 76 informait sur la présence d'affiches à Canton critiquant Chou pour avoir favorisé la réhabilitation de Teng Hsiao-p'ing. Après la mort de Chou, le Sankei

Shimbun japonais publia un document remarquable (repris par l'Agence Tass en date du 29 janvier) censé être son "testament politique" et dont les exemplaires auraient été distribués aux membres du CC par Teng Ying-chiao, l'épouse de Chou. Les points principaux du document sont : La diplomatie chinoise doit se fonder sur l'internationalisme prolétarien, et la Chine doit coopérer mais non s'allier avec les pays capitalistes. Le Parti doit observer le principe de direction démocratique et "ne jamais commettre à nouveau des erreurs comme lors de la révolution culturelle". L'économie doit être dirigée par des spécialistes; l'accent doit être mis sur l'industrie lourde, et les "ouvriers, paysans et intellectuels doivent être clairement conscients de leur mission".

Récemment de nombreux documents publiés d'abord hors de Chine se sont avérés être authentiques. Si le testament de Chou l'est aussi, il manifeste un soutien aux conceptions de Teng. Les implications de ce document sont que ceux qui critiquent actuellement Mao, comme tous ses adversaires antérieurs, divergent aussi avec lui sur les relations avec l'impérialisme et l'Union Soviétique (1). Cela ne veut pas dire qu'il n'y ait aucune vérité dans l'accusation qui leur est faite de "prôner le recours à l'aide étrangère" et de "favoriser une modernisation de type impérialiste ou social-impérialiste" (Quotidien du Peuple, 29 février 76). Cela reflète probablement, de la part de secteurs de la direction, une conscience de plus en plus affirmée de la stérilité d'une ligne qui désigne l'Union Soviétique comme "l'ennemi No. 1".

L'accusation principale contre les "droitiers" en matière de politique intérieure est de favoriser le professionnalisme contre la lutte de classe. Des accusations semblables ont été formulées contre d'autres dirigeants dans le passé. A la question du "professionnalisme" est liée la prétendue proposition d'une légère extension des différences de salaires (notons cependant qu'à l'automne 1975, Teng s'était promptement associé à des attaques contre de hauts salaires pour les fonctionnaires les plus élevés de l'Etat). Malgré le caractère unilaté-



Hua Kuo-Feng

ral du "débat" actuel et la nature improbable de nombreuses allégations, les deux accusations particulières ont pour elles une auréole de vérité.

L'arrière-plan de ce conflit politique est le programme ambitieux de modernisation annoncé par Chou En-lai en 1975 et qui en principe semble recevoir le soutien de tous les secteurs de la direction. La réalisation d'un tel programme imposerait un effort considérable à un pays arriéré et pauvre comme la Chine et cela d'autant plus si l'évolution défavorable actuelle des termes des échanges commerciaux internationaux de la Chine se poursuit. Cela provoquera le blocage des salaires, une réduction de la consommation dans une période de montée rapide de la production, une situation qui crée le ressentiment et qui a mené en 74-75 à des mouvements de grève dans toute la Chine. Il va sans dire que l'inégalité, les privilèges, la corruption et d'autres symptômes de dégénérescence bureaucratique exacerberont cette contradiction et menaceront la stabilité de la société, comme la révolution culturelle l'avait démontré.

La réponse instinctive de Mao à l'agitation grandissante dans le pays fut de lancer les campagnes de 73-75 pour limiter quelque peu les abus bureaucratiques. Les propositions des opposants à Mao dans la direction sont plus classiquement stalinienne: permettre de légers accroissements dans l'échelle des salaires et créer ainsi une étroite couche privilégiée pour agir comme tampon entre le pouvoir de la bureaucratie et les masses. De telles propositions seraient chaleureusement accueillies par les bureaucrates inférieurs que la révolution culturelle avait effrayés et démoralisés, fréquemment accusés de désertter leurs postes sous la pression des masses au cours des campagnes récentes.

L'offensive maoïste contre le principe du "professionnalisme" s'est soldée par la répartition partielle de formes de contrôle ouvrier dans l'industrie chinoise. Tout au long des années passées de l'actuelle décennie, des rapports de journaux mentionnèrent la résistance de la base à tout "renforcement du pouvoir directorial" et à la restauration de la discipline à l'usine. Pendant la campagne de 1975, après que les dirigeants "radicaux" aient poussé les ouvriers à "occuper les superstructures", les équipes d'inspection ouvrière furent ravivées à Shanghai et ailleurs. Le 10 février 1975 l'agence yougoslave Tanjug révélait la formation "d'équipes de contrôle ouvrier", tout en indiquant que de tels organes n'avaient pas de pouvoirs réels sur les plans de la production ou sur la distribution des revenus.

Un contrôle serré du Parti apparaît être le trait commun à tous les aspects de la campagne actuelle. La formation d'organisations de lutte de masse a jusqu'à présent été expressément interdite. Le Drapeau Rouge (février 1976) appela au "renforcement de la direction du Parti, pour que le débat de masse se développe

de manière planifiée, pas à pas". Des informations en provenance de Wuhan, captées par la BBC (9 février) rapportaient que "depuis le commencement du débat il ne s'est produit aucun arrêt de l'enseignement ou de la production, qu'aucune visite de liaison n'a été organisée et qu'aucune forteresse n'a été érigée pendant le mouvement".

Les penchants totalitaires affirmés des campagnes récentes contrastent de façon criante avec les thèmes maoïstes classiques d'égalité et de participation. Le même Mao qui inspira les Gardes Rouges en 1966 avec des références rhétoriques à la Commune de Paris, fait maintenant l'éloge de Ch'in Shih Huang, le premier unificateur brutal de la Chine, pratiquant la théorie réactionnaire du légitimisme. Sur ce point, Mao se situe nettement à la droite de ses opposants, que leur hostilité à la démocratie prolétarienne n'empêche pas de favoriser une certaine dose de libéralisation et de démarcation dans la vie culturelle, intellectuelle et politique. (Depuis que Chiang Ch'ing a perdu le contrôle de la politique culturelle en 1973, plusieurs centaines de nouveaux livres et de périodiques ont été publiés pour la première fois depuis plusieurs années).

La crise actuelle se développera-t-elle en une nouvelle révolution culturelle, et les maoïstes imposeront-ils leur hégémonie dans la direction ? Le rapport de forces au sommet à ce jour est bien plus défavorable aux "radicaux" qu'il ne l'était en 1966, et sans l'intervention personnelle de Mao la campagne actuelle n'aurait jamais commencé. Des secteurs importants de la direction ont été traumatés par la révolution culturelle, et Mao ne peut plus compter sur le soutien automatique des militaires (2).

Mais comme le maoïsme a toujours tiré sa force du mouvement de masse, aussi bien dans la lutte pour le pouvoir d'Etat que pour le pouvoir dans le Parti, ne trouvera-t-il donc pas là un argument pour une nouvelle révolution culturelle ? A ce point, un nouveau facteur crucial de la situation doit être pris en considération. Le cours des récents événements montre que le rapport du maoïsme au mouvement de masse a changé qualitativement, et que des secteurs toujours plus grands de la société chinoise sont décidés à sortir de l'orbite de toutes les ailes de la bureaucratie et à se battre pour leurs propres intérêts. En premier lieu, nombre de thèmes de la récente campagne sont issus du mouvement non-officiel (voir les informations de la presse occidentale en Juin 74), où ils furent soulevés avec une audace et une précision rendues seulement de manière atténuée dans les versions officielles.

En second lieu, alors que dans les années passées l'action politique de la classe ouvrière ou la grève s'étaient développées invariablement dans l'ombre du mouvement étudiant ou de l'une ou l'autre section de la bureaucratie,

la vague de grèves de 1974-75 fut remarquable par son indépendance évidente de toute influence extérieure. Les dénonciations officielles de "syndicalisme" révélèrent (comme en 1967) l'émergence d'organes indépendants de type syndical au cours de ces luttes. Alors qu'en 1967, la grève de Shanghai fut désamorcée par la combinaison de la persuasion politique de la part de la direction maoïste et des divisions internes propres au mouvement de masse, la crise de 1975 à Hangtchéou ne connut sa fin que par l'envoi de 10.500 soldats sur l'ordre de Teng Hsiao-p'ing, après une tentative infructueuse de médiation politique par Wang Hung-wen (Les ouvriers de Hangtchéou ont utilisé clairement la campagne actuelle pour donner libre cours à leur haine pour Teng. Selon le Monde du 28 février, les attaques qui lui sont portées dans cette ville ont atteint un degré "surprenant"). L'augmentation de la représentation ouvrière et paysanne dans les organes dirigeants du parti et de l'Etat depuis 1969 pourrait acquérir une signification autre que formelle si les actions de masses indépendantes s'accroissent.

Le développement de la maturité et de la confiance en soi de la classe ouvrière chinoise provient partiellement du rapide développement socio-économique du pays. Le désenchantement évident ressenté pour la conception étroite de Mao de la lutte anti-bureaucratique découle de la faillite de la révolution culturelle à réaliser les espoirs, de cette série apparemment sans fin de luttes cyniques pour le pouvoir au sein de la direction, du secret toujours renforcé et du caractère exclusif du "débat" politique, et de l'évidente incapacité de Mao à trouver dans le pays un successeur "radical" d'une certaine envergure. En même temps, la levée partielle de la pression militaire étrangère sur la Chine a probablement encouragé l'accentuation des divergences internes. Mais les événements ont montré que le Président est encore capable de répondre et de stimuler le mouvement de masse d'une façon unique parmi les groupes dirigeants en place.

Les prédictions sur le cours de la politique chinoise sont notoirement difficiles, et encore davantage depuis que la pensée "d'aller rencontrer Marx" pourrait facilement enhardir Mao à entreprendre une action dramatique pour confondre ses opposants. Mais pour les raisons déjà données, il semble que la campagne demeurera circonscrite plus ou moins aux circuits officiels, tout particulièrement parce que le prix de l'intervention militaire pour restaurer l'ordre amènerait à une réduction encore plus prononcée de la représentation au sommet des "radicaux".

Ceci explique pourquoi la campagne actuelle a atteint si rapidement son apogée, comparée à la mise en mouvement lente, pas à pas, de la campagne anti Liu Shao-chi pendant la révolution culturelle. Alors que cette dernière impliquait une mobilisation authentique de la base,

bien que conçue de façon étroite, l'actuelle campagne a, jusqu'à maintenant, été strictement agencée d'en haut. La presse officielle a aussi largement suggéré que la porte est toujours ouverte pour une autre "rétractation" du récidiviste Teng, permettant ainsi d'éviter une confrontation générale.

Qu'en est-il des maofistes à la suite de l'érosion de leur base de masse ? Les mesures que Mao propose maintenant pour combattre la "restauration capitaliste" comprennent l'étude théorique, "la dictature totale" (qui signifie en pratique l'extinction de tous les éléments de démocratie prolétarienne) et la préparation d'une poignée de proches confidents (dont sa femme et son beau-fils) pour lui succéder - des mesures qui, pour autant qu'elles ne soient pas illusoire, sont absolument réactionnaires dans leur essence. Mais si une convulsion aux proportions de la révolution culturelle a failli dans la réalisation de cet objectif, la campagne actuelle échouera de façon encore bien plus claire.

L'incapacité de la direction à résoudre ou même à modérer de façon substantielle les contradictions de la société chinoise révélées par la révolution culturelle est maintenant manifeste. La lutte politique qui a éclaté peu après la mort de Chou En-lai s'est confinée jusqu'à présent très largement dans les limites de la bureaucratie. La mort de Mao, néanmoins, donnera le signal de la fin d'une période historique et mènera éventuellement à une explosion des tensions sociales étouffées. Dans une telle situation, l'émergence de groupes et de secteurs de la société mobilisés indépendamment de la bureaucratie sera d'une importance décisive.

NOTES

10 mars 1976

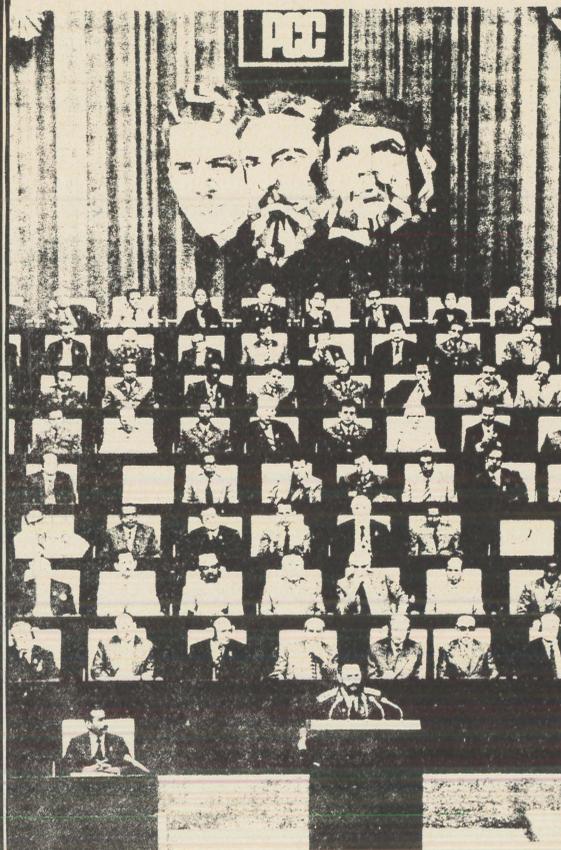
(1) Il paraît vraisemblable que l'aile "radicale" de la bureaucratie chargée des problèmes intérieurs est souvent à droite sur les questions de politique étrangère, et que l'aile "conservatrice" est plus encline à admettre une action unie avec l'Union Soviétique. Il est difficile d'évaluer l'impact sur les masses chinoises des victoires au Vietnam et en Angola. Les masses chinoises sont évidemment tenues dans la plus grande ignorance des questions internationales. Cependant, il est difficile de croire que ces revers éclatants de la ligne de Mao n'auront pas de conséquences sur l'actuelle crise politique en Chine.

- Sur cette question, voir l'édition anglaise révisée du livre de Livio Maitan "Party, Army and masses in China" paru à Londres aux éditions New Left Book (p. 336). Cet ouvrage fournit une importante documentation pour analyser la nouvelle crise chinoise.

- Sur la politique extérieure de la Chine, voir les articles parus dans INPRECOR Nos. 2, 5-6, 20 et 37.

(2) Voir à ce sujet l'article paru dans INPRECOR No. 10 de W. H. F.

CUBA



UN CONGRÈS de bilan

LIVIO MAITAN

Un congrès peut être l'occasion d'un tournant ou du lancement d'une initiative politique. Il peut également, à l'inverse, permettre d'établir un bilan ou de consolider les acquis. Le premier congrès du PC cubain a indubitablement été un congrès du second type. Fidel Castro, lui-même l'a souligné, en faisant ressortir l'heureux choix de la date (1). Pour

cette raison, ni les textes, ni les débats du congrès n'ont fait apparaître d'éléments nouveaux qui auraient pu suggérer la révision des thèses exprimées jusque là (2). Cependant, le cadre général apparaît aujourd'hui plus complet, mieux défini dans tous ses aspects. Il vaut donc la peine de présenter, de manière synthétique, quelques-uns des thèmes principaux.

Contexte historique et nature de la Révolution

Fidel Castro a commencé son discours par un long exposé historique, dans lequel il a établi les rapports existants entre la révolution de 1959 et la lutte pour l'indépendance du siècle passé, ainsi que la correspondance entre la pensée de Lénine et celle de José Martí. En tirant ces parallèles, il n'a introduit aucune ambiguïté sur la nature de la révolution, au sujet de laquelle il a affirmé textuellement : "Notre lutte a forcément cessé d'avoir un caractère et une possibilité d'expression purement nationaux, pour lier son sort au mouvement révolutionnaire mondial. La domination de la puissance impérialiste la plus riche et la plus puissante ne peut être contenue par la seule force d'un pays isolé et petit. A son tour, le contenu de notre révolution, qui dans la période coloniale ne pouvait aller au-delà des limites d'un mouvement national de libération, inspiré par les principes libéraux du siècle passé, devait nécessairement, avec le développement du capitalisme dans notre pays et l'avènement de la classe ouvrière, se développer aussi vers une révolution sociale. La tâche de libérer notre nation de la domination impérialiste se combinait indissolublement avec la tâche de liquider l'exploitation de l'homme par l'homme au sein de notre société. Les deux objectifs étaient en partie inséparables de notre processus historique, puisque le système capitaliste qui nous opprimait comme nation, de l'extérieur, nous opprimait à l'intérieur et nous exploitait comme travailleurs. Les forces sociales qui pouvaient libérer complètement le pays de l'oppression, à savoir les travailleurs eux-mêmes, étaient les seules qui pouvaient nous appuyer sur le plan extérieur contre la puissance impérialiste qui opprimait notre nation."

En d'autres termes, ce qui est mis en évidence, c'est la nature permanente de la révolution, sans concessions à la thèse de la révolution par étapes dans aucune de ses versions.

Dans le même temps, Castro a situé le processus révolutionnaire cubain dans son vrai contexte socio-politique, donnant le coup de grâce aux interprétations fausses ou unilatérales symbolisées par l'"essai" de Régis Debray de 1967, "Révolution dans la révolution". Il a rappelé certains antécédents qui ont agi en profondeur, comme la grève générale insurrectionnelle qui, en août 1933, avait renversé la

dictature de Machado et avait suscité, dans certains centres de production sucrière, la création de "soviets révolutionnaires". De plus, il a rappelé la tradition internationaliste – toujours dans les années 30 – qui a conduit environ 1000 combattants à quitter la petite Cuba pour rejoindre le camp de l'Espagne républicaine. Il est revenu sur l'origine et la formation du groupe dirigeant du Mouvement du 26 juillet, dont plusieurs éléments étaient fortement influencés par le marxisme-léninisme, ceci grâce à la continuité assurée alors par des noyaux de jeunes et d'universitaires organisés dans le PSP (Partido Socialista Popular - ancien nom du PC cubain). Il a insisté avec force sur la fonction de la classe ouvrière dans la phase finale de la révolution : "Nos ouvriers et nos paysans, intégrés dans l'armée rebelle, avec l'appui des classes moyennes, ont pulvérisé la tyrannie, détruit l'appareil armé de l'oppression et sont parvenus à l'indépendance totale de la patrie. La classe ouvrière, avec sa grève générale révolutionnaire dans la bataille finale, a apporté un élément décisif pour le triomphe". Il a indiqué, comme condition de la victoire, le contexte international favorable ou relativement favorable, d'une part, vu l'incompréhension par l'impérialisme des potentialités de la lutte en cours à Cuba, et, d'autre part, vu le pouvoir qu'avait acquis l'URSS d'agir comme contre-poids à l'impérialisme nord-américain.

L'exposé de Castro atteint son but, c'est-à-dire effectuer la synthèse de tous les facteurs qui ont préparé la révolution et rendu possible la victoire. Sur un point fondamental au moins, l'histoire est déformée par une série d'omissions significatives.

En premier lieu, après avoir justement attribué à Balino et Mella (fondateurs du PC cubain) une compréhension correcte de la nature de la révolution au moment de la fondation du parti communiste (1925), Castro s'est tu complètement sur les déviations successives, y compris les déviations sectaires et aventuristes, typiques de la "troisième période", qui ont pourtant influencé les événements de 1933. De même n'a-t-il pas parlé du tournant à droite ultérieur, par lequel le PC cubain allait devenir un des porte-drapeaux du révisionnisme de Browder (ancien secrétaire général du PC américain), puis constituer un bloc avec Batista en 1939 et participer à divers gouvernements de la dictature (il s'est contenté d'une allusion fugitive aux "alliances tactiques avec la gauche" promises par le dictateur). En conséquence, il a attribué, de manière unilatérale, l'isolement du PSP au fait d'avoir été, durant une longue période, particulièrement durant la guerre froide, la cible principale de la bourgeoisie et de l'impérialisme et d'avoir payé le prix de la mystification anti-communiste subie par de larges secteurs des masses. Il a donc oublié un fait fondamental : les communistes cubains – qui effectuaient une transposition de la théorie stalinienne des fronts po-

pulaires et anti-fascistes – étaient dans une grande mesure "hors-jeu" du fait de leur collaboration avec des secteurs de la classe dominante et, en dernière analyse, avec l'impérialisme yankee lui-même. C'est cette politique des partis communistes latino-américains qui a laissé un vaste espace à une série de mouvements nationalistes-révolutionnaires bourgeois et petits-bourgeois, destinés à avoir une influence de masse très importante pour une période assez longue. A Cuba, cela s'est concrétisé par le "Mouvement du 26 juillet", de même nature à l'origine et par sa lutte victorieuse.

L'absence de cet élément dans la synthèse historique de Castro constitue donc, du point de vue analytique, une déformation sérieuse et, du point de vue politique, une concession à la vieille équipe du PSP et plus encore à la bureaucratie soviétique, principale responsable, par l'intermédiaire du Komintern stalinisé, de la régression politique et de la stérilisation du premier mouvement communiste latino-américain.

Le silence sur l'affaire Escalante (ancien dirigeant du PC cubain ayant exprimé des tendances bureaucratiques qui furent dénoncées par Fidel Castro), a la même signification, de même que la présentation sous un éclairage négatif, du congrès syndical de 1966, qui constituait pourtant une étape importante dans la bataille du renouveau contre le vieux groupe dirigeant bureaucratisé.

En vérité, cette relecture tendancieuse de l'histoire s'entrecroise avec une relecture auto-critique de toute une série d'attitudes des premières années de la révolution, que l'on désire aujourd'hui réunir sous un commun dénominateur. On peut imaginer la satisfaction produite chez les "talmudistes" des diverses bureaucraties, qui avaient avancé des "explications" analogues aux moments les plus chauds de certaines batailles anti-bureaucratiques du groupe fidéliste, en provoquant, comme l'a souligné Castro dans sa réponse, plus d'une réaction négative. Tant dans la phase de la lutte contre Batista qu'après la victoire de la révolution, une série de déviations, auraient été caractéristiques de la "suffisance" et de la "surévaluation" provoquées par "les germes du chauvinisme et de l'esprit petit-bourgeois", typiques de ceux qui arrivent "aux chemins de la révolution par des voies purement intellectuelles". La conséquence la plus grave de ces comportements a été, selon l'exposé que "la révolution cubaine n'a pas su, dès les premiers moments, utiliser sur le terrain de la construction du socialisme la riche expérience des autres peuples, qui, bien avant le nôtre en avaient pris le chemin".

Que le groupe castriste ait eu une matrice petite-bourgeoise et, de ce fait, une correspondance avec des mouvements latino-américains similaires, cela est difficilement contestable. Nous pouvons ajouter que cette matrice permet d'expliquer certains aspects idéologiques et certains comportements politiques de la pre-

mière phase, ainsi que le manque de référence au marxisme-léninisme.

L'explication fournie par Castro devant le congrès, selon laquelle il se serait agi d'une précaution tactique prise délibérément nous apparaît moins probante (tout au plus a-t-elle une valeur personnelle). Que ceux qui parviennent à la révolution par le moyen de la connaissance intellectuelle soient particulièrement exposés au danger de déformations – et non seulement dans un pays comme Cuba – c'est incontestable. Il est vrai que les dirigeants cubains ne se sont pas assez efforcés d'assimiler, dès le début, les expériences des autres pays. Ils n'ont pas fait la distinction nécessaire entre les tendances historiques profondes et les régressions déterminées par des facteurs spécifiques.

Par contre, il est faux de permettre ou d'encourager les interprétations selon lesquelles les diverses batailles menées par les révolutionnaires cubains contre les critères et méthodes bureaucratiques de construction de la société de transition et contre les dégénérescences opportunistes des partis communistes appartiendraient à la catégorie des "déformations petites-bourgeoises". Quand Castro prononçait son réquisitoire contre les falsifications historiques de type stalinien; quand, dénonçant Escalante, il saisissait, même empiriquement les mécanismes concrets d'une tendance à la bureaucratisation; quand, même lorsqu'il justifiait l'invasion de la Tchécoslovaquie, il mettait à nu les responsabilités d'une direction bureaucratique. Quand le PC cubain refusait le principe de la "voie démocratique au socialisme" et les perspectives de compromis avec la bourgeoisie, base de la stratégie des PC latino-américains; quand Che Guevara affirmait que le choix se trouvait entre une révolution socialiste ou une caricature de révolution, ils ne succombaient pas aux influences petites-bourgeoises. Au contraire, ils partaient de l'analyse de phénomènes réels et adoptaient le point de vue d'une défense intransigeante des intérêts de la classe ouvrière et d'une perspective de lutte révolutionnaire pour le socialisme.

La "rectification" économique et le "pouvoir populaire"

L'autocritique dans le domaine économique, commencée de manière dramatique lors de l'échec de la grande "zafra" (récolte de canne à sucre) est parvenue à un ensemble cohérent au travers de l'évaluation méthodique des rapports et des résolutions sur le système de direction et de planification.

Il est à peine nécessaire de rappeler qu'une telle auto-critique a un objectif fondamental. Durant les premières années de la révolution, il y eut incontestablement des tendances et des orientations de caractère utopiste, à la base desquelles il y avait la conviction de pouvoir brûler les étapes et de pouvoir commencer à

introduire rapidement des éléments de communisme (avec les ajustements qui s'imposent, on constate ici une erreur analogue à celle commise par les dirigeants bolchéviques, avec leur première interprétation du "communisme de guerre"). Les principes actuels, par contre, sont largement influencés par les "modèles" de l'URSS. Le choix même des priorités va dans cette direction, bien que la formule "la plus grande attention à l'agriculture" et "l'accent principal sur l'industrialisation" (un peu de style chinois) s'efforce de maintenir un équilibre global: "Lors des prochaines cinq années, a dit Castro, le processus d'industrialisation du pays s'accélénera notablement".

Dans le même temps, le congrès a sanctionné l'adoption du nouveau système de gestion, dont les critères ont été synthétisés comme suit: "Le système proposé tient plus compte de lois économiques qui sont en vigueur dans la période de construction du socialisme et qui existent indépendamment de notre volonté et de notre désir. Parmi ces lois, il y a la loi de la valeur, la nécessité qu'entre toutes les entreprises, y compris les entreprises d'Etat, existe une relation entre les rentrées et les dépenses et que cette relation, et en général dans les diverses relations qui existent dans l'économie, fonctionnent les impôts, le crédit, l'intérêt et les autres catégories marchandes comme instruments indispensables pour mesurer l'utilisation que nous faisons de nos ressources productives et déterminer jusque dans le plus petit détail et jusqu'à l'ultime centime, combien nous dépensons pour chaque chose produite; pour pouvoir décider quels investissements sont les plus profitables; pour pouvoir déterminer quelles entreprises, quelles unités, quels collectifs travaillent le mieux et lesquels travaillent le plus mal, et pouvoir ainsi prendre les mesures "nécessaires". La résolution déjà citée tente de donner une réponse aux problèmes majeurs qui se posent à une économie planifiée, depuis la détermination des prix jusqu'à la direction des entreprises et l'utilisation de stimulants.

Il suffit de noter, ici, qu'en voulant réhabiliter les "lois économiques objectives" et ne pas tomber dans l'utopisme passé qui proclamait l'extinction de la loi de la valeur, les Cubains semblent exagérer dans le sens inverse, avec une utilisation par trop sommaire de la catégorie des "rapports monnaie-marchandises" (4). Quant à la question des stimulants, il y a eu un effort pour combiner les stimulants moraux et matériels, alors que d'un autre côté a été confirmé le système des normes, dont l'adoption n'est pas nouvelle, mais dont l'application fut freinée par divers obstacles (actuellement, 48% des travailleurs travaillent selon les normes, 20% sont payés "à forfait ou au rendement": de sensibles progrès de productivité ont été enregistrés dans une série de secteurs) (5).

Finalement, pour la direction des entreprises, la "responsabilité d'un seul combinée avec la

direction collective" a été confirmée comme principe de base. Le directeur, autorité suprême, sera désigné par les organismes supérieurs et assisté par un conseil de direction dans lequel sera représentée l'organisation syndicale. La participation des travailleurs à la direction pour des questions comme la discussion du plan, l'analyse des résultats, l'utilisation des fonds consacrés aux stimulants matériels, les devoirs d'émulation socialiste, etc. sera assurée "par diverses voies et à travers diverses formes". Sur ce point également, le choix est assez proche du "modèle" soviétique et bien différent, par exemple, du "modèle" yougoslave.

L'idée que la révolution est entrée dans la phase d'institutionnalisation constitue le thème central de toute une partie de l'exposé de Castro et de la résolution sur les organes de pouvoir populaire. Certains thèmes discutés durant les années passées ont été repris et certains concepts centraux ont été confirmés. En même temps, les étapes de l'application pratique des décisions prises ont été fixées. Une précision importante réside dans l'obligation que dans chaque circonscription électorale, au moins deux candidats se présentent (avec un second tour dans le cas où aucun des deux n'obtient la majorité absolue au premier).

Avec la mise en oeuvre de l'institutionnalisation, divers transferts de fonction seront effectués. En particulier, les CDR (Comités de défense de la révolution) ne devront plus assumer "des travaux qui, par leur nature, ont en partie un caractère étatique".

Problèmes du parti

Sur la fonction du parti dans la société de transition, le congrès a repris grosso modo, des formules déjà utilisées dans les textes des années passées. La résolution sur le pouvoir populaire affirme, par exemple, que "les organismes de pouvoir populaire sont l'autorité étatique suprême dans le territoire où ils exercent leur juridiction et sont chargés de l'administration politique. Le parti donnera l'orientation, stimulera et contrôlera les tâches des organes étatiques, contrôlera la politique de promotion et de formation des cadres et oeuvrera au perfectionnement des mécanismes de l'Etat, mais, il ne devra jamais supplanter celui-ci dans ses pouvoirs et fonctions."

Pour sa part, Castro a dit à propos des organisations de masse:

"Elles sont le lien qui assure la liaison la plus étroite du parti et des larges masses".

Au-delà de l'accentuation prise par telle ou telle formulation, le critère fondamental est celui de la primauté du parti dans la société de transition, garantie dans la pratique par les mécanismes mêmes de l'institutionnalisation, de la composition des appareils, de la nette domination des membres du parti aux

niveaux de direction (qui devient presque totale à mesure que l'on monte dans la hiérarchie) (6).

Le congrès a confirmé la conception du parti comme avant-garde et a confirmé la méthode particulière de recrutement qui consiste à soumettre tous les candidats au jugement des camarades de travail. Le nombre des inscrits s'est néanmoins notablement et rapidement accru : 50.000 membres en 1965, environ 100.000 en 1970, 186.995 en 1974 et 202.807 à fin septembre de l'an passé. Le même Castro a montré quelque préoccupation de la composition sociale du parti qui serait la suivante, selon les données révélées au congrès : 52% des inscrits appartiennent aux organisations liées aux "centres de production de l'agriculture, de l'élevage, de l'industrie et de la construction", 7,5% aux organisations liées à l'instruction publique, 3% à celles de la santé publique, tandis qu'environ 40% assument "des fonctions de direction politique et administrative". Ce dernier fait est significatif. Castro veut en diminuer l'importance en observant que "la grande majorité des camarades qui travaillent à des tâches de direction politique ou dans des activités administratives sont d'origine ouvrière". L'expérience a plus que démontré que l'origine ouvrière n'est pas, en elle-même, capable d'empêcher les dégénérescence bureaucratiques; le conditionnement déterminé par la situation nouvelle est, à la longue, plus décisif que l'origine sociale (7).

Nous ne disposons pas de tous les éléments nécessaires pour une évaluation globale du déroulement de la phase préparatoire au congrès ni des travaux du congrès. Les dirigeants ont insisté sur le chiffre énorme de ceux qui ont participé - à l'intérieur et hors du parti - à la discussion des projets et du texte de la nouvelle constitution.

Il y a eu des critiques et des dissensions, mais nous n'en connaissons pas la portée. Par exemple, 6,2 millions de personnes ont participé à la discussion sur la constitution, dont 5,5 millions auraient voté inconditionnellement en sa faveur, tandis que 16.000 personnes, appuyées globalement par 600.000 autres personnes auraient proposé des modifications et des adjonctions. Dans la discussion du texte sur la question agraire, 212.000 paysans ont voté en sa faveur, 901 contre et 228 se sont abstenus. A la fin du congrès, lors de la grande assemblée populaire, considérée comme la plus grande jamais réalisée, Castro n'a pas renoncé à recourir à une pratique ouvertement plébiscitaire, dont le résultat prévisible fut que tous les participants ont voté pour les décisions du congrès sans même une abstention.

Les congrès des diverses instances semblent avoir joué avant tout un rôle de sanction morale et fourni l'occasion d'une confirmation de la confiance placée dans les principaux dirigeants. Quant au congrès national, une descrip-

tion sommaire du déroulement des travaux est en soi éloquent. (source : "Bohemia" hebdomadaire cubain). Le rapport a occupé toute la première journée et la moitié de la seconde, tandis que le reste de cette deuxième journée a été réservé, en grande partie, aux salutations et aux diverses cérémonies : il n'y a eu que 4 interventions, respectivement d'un héros du travail de la canne à sucre, d'un membre de la direction de Pinar del Rio, d'un administrateur d'une entreprise de Nickel et du poète Nicolas Guillen. Le troisième jour a été réservé au travail des commissions; dans la première partie de la 4^e journée, à part de nouvelles salutations il y a eu cinq interventions, choisies selon les critères utilisés pour les quatre premières. Les votes sur les divers projets ont commencé dans l'après-midi, se sont poursuivis le lendemain. Le 22 eût lieu la clôture, avec la dernière intervention de Castro. Il est plus qu'évident que le Congrès n'a pas eu d'autre fonction que de sanctionner officiellement jusque dans le moindre détail ce qui était déjà acquis et établi précédemment.



Fidel Castro

Les divers textes confirment l'influence déterminante de la bureaucratie de l'URSS sur le plan de l'idéologie. Castro a du reste précisé que "de nombreux cadres et fonctionnaires du parti" responsables des écoles de cadres, sont formés en URSS, en Allemagne de l'Est et en Bulgarie. Nous ne reviendrons pas sur ce que nous avons déjà dit ailleurs : la résolution sur la lutte idéologique a repris point par point les motifs et le style désormais habituels à savoir quasi-jdanovienne d'une polémique stéréotypée contre "les révisionnistes de droite et de gauche", dont est régulièrement dénoncée la connivence présumée.

Dans les conclusions et dans son allocution au peuple, Castro a utilisé quelques arguments

et un ton où transparaissait peut-être une sorte de malaise, comme s'il redoutait une accusation de népotisme. En même temps, il s'est défendu contre d'éventuelles critiques de "culte de la personnalité", d'une part, en déclarant qu'avec le processus d'institutionnalisation, les individus auraient une fonction moins importante et qu'ainsi serait combattu plus efficacement le danger d'une concentration excessive des pouvoirs, et, d'autre part, en contestant le concept même de l'individu génial ("dans l'humanité proprement dite, il n'existe pas de génies. Il existe des hommes brillants... Le génie n'existe pas dans les individus, le génie se trouve dans les masses"). Il a donc tenu à préciser que l'unanimité n'était pas le résultat d'une "discipline mécanique" mais bien due au fait que les documents avaient été largement discutés et, dans certains cas, corrigés. Enfin, il s'est exclamé de manière significative : "Cette révolution n'a pas dévoré et ne dévorera jamais ses propres fils".

Il y a à parier que cette affirmation aura provoqué quelque mauvaise humeur dans les déléguations bureaucratiques présentes. Les bureaucrates de l'URSS, en particulier n'auront pu s'empêcher de penser qu'il eut été préférable de ne pas parler de corde dans la maison du pendu.

Politique internationale et intervention en Angola

Le congrès a ratifié des orientations de politique internationale basées sur les thèses de la bureaucratie du Kremlin. Le même processus s'est vérifié en relation avec des prises de position plus précises (par exemple sur l'Inde, Ceylan et le Bangladesh). Cette tendance fut étayée par une série d'autocritiques (sur la position prise par Cuba dans la crise d'octobre 1962 et, plus généralement, sur l'attitude prise durant toute une phase de la révolution). Il a confirmé la volonté de collaboration avec les pays dits non-alignés, indépendamment de leurs structures sociales et de leurs régimes politiques. Pour l'Amérique latine, il a confirmé le présupposé analytique des orientations, tensions et de contradictions dues à la mauvaise solution (ou à l'absence de solution) de certains problèmes n'existent pas et ne pourraient émerger à la surface ou même exploser.

Pour nous limiter à quelques indications sommaires, notons que le développement économique continue à rencontrer de sérieuses difficultés. Comme nous l'avons par ailleurs déjà souligné, le taux de croissance de 6% prévu par le plan quinquennal est insuffisant pour un pays encore largement sous-développé. En regard des années passées - comme l'a souligné Castro - il faudra même fixer des rythmes plus modestes. Les spectaculaires oscillations du prix du sucre sur le marché mondial continueront ensuite à représenter un sérieux fac-

teur de déséquilibre (comme il est connu, après avoir atteint à la fin de 74 une pointe maximum de 60 cents la livre, le sucre a chuté jusqu'à 14 cents en quelques mois).

des dernières années, c'est-à-dire "qu'actuellement, l'Amérique latine n'est pas à la veille immédiate de changements globaux qui conduiraient, comme à Cuba, à de subites transformations socialistes". Ces orientations se sont concrétisées également dans de récentes initiatives envers le Mexique et Panama par exemple, dont les principaux représentants ont été accueillis triomphalement à Cuba. De telles initiatives ne se sont pas limitées au domaine diplomatique ou à celui, également légitime de l'appui à des prises de position spécifiques, mais elles ont acquis une portée plus générale en entrant en contradiction avec les intérêts du mouvement ouvrier des pays concernés. Pour ne donner que deux exemples, la presse cubaine a présenté sous un jour favorable le nouveau candidat aux présidentielles mexicaines, Lopez Portillo, sans se préoccuper de la position différente des communistes mexicains qui présenteront leur propre candidat. De même, elle s'est associée à la campagne de dénigrement du gouvernement panaméen contre les étudiants révolutionnaires et les organisations comme la FSR (voir "Inprecor" n° 45) qui ne sont pas disposées à oublier la nature bourgeoise du régime de Torrijos. (8)

Mais justement durant le congrès même, la politique cubaine a été soumise à des tests importants. On parlait beaucoup, depuis quelques temps, par ici, de la volonté de Cuba d'arriver à un compromis avec les Etats-Unis et certains avec un impressionnisme pressé, avaient conclu que leurs dirigeants auraient été disposés à payer un prix très élevé pour cela. Il est clair désormais, pourtant, qu'ils ne sont pas disposés à payer le prix d'un renoncement à de courageuses prises de position de solidarité internationalistes. La prise de position en faveur de l'indépendance de Porto-Rico l'avait déjà prouvé. L'intervention en Angola le confirme de manière lumineuse. L'engagement décisif de Cuba dans une bataille anti-impérialiste cruciale n'a pas beaucoup de précédents dans l'histoire des dernières décennies et, quelles que puissent être les considérations tactiques, il reste un témoignage exemplaire d'internationalisme révolutionnaire. (9)

Problèmes en perspective

Si l'on considère tous les éléments analysés, si l'on tient compte des progrès réalisés sur le plan économique durant ces dernières années et des perspectives créées par le processus d'institutionnalisation sur le plan politique, si l'on constate que le groupe dirigeant a réussi à conserver son propre crédit auprès des larges masses, il est légitime de prévoir pour un certain temps, une relative stabilité. Cela ne signifie pourtant pas qu'une série de

Sur le plan politique, le grand problème en suspens est celui des contenus réels que prendra l'institutionnalisation. Le vide existant jusqu'alors avait été un des facteurs fondamentaux qui avaient favorisé l'émergence et la cristallisation d'une couche de fonctionnaires et d'administrateurs destinés à remplir des tâches "primaires" de gestion et d'administration. L'institutionnalisation introduira une mutation radicale, avec la participation des masses ou, au contraire, elle se limitera à fournir un nouveau cadre formel aux couches moyennes et élevées d'administrateurs déjà en place. De la réponse qui sera donnée dans la pratique à cette question, dépendra, dans une grande mesure, le développement ultérieur de la révolution, par là se vérifiera, ou non, à Cuba, une dégénérescence bureaucratique.

De même, seule la pratique pourra donner des contenus précis à certaines formules concernant le rapport entre le parti et les institutions de pouvoir populaire et entre le parti et les organisations de masse. Une application "à la soviétique" ou "à la chinoise" de la primauté du parti rendrait inévitable, à la longue, la dégénérescence.

En particulier, des tensions pourraient éclater dans la gestion et la direction des entreprises. Les formules adoptées vont dans le sens d'un renforcement du pouvoir "des sommets" et leur application pratique comportera probablement des confrontations entre le personnel dirigeant et la base ouvrière décidée à faire valoir son propre poids.

Comme cela s'est produit en Chine, les problèmes pourront également surgir de ce qui a été une des conquêtes majeures de la révolution, c'est-à-dire de l'énorme augmentation du degré d'instruction. On pourra constater des étranglements en ce qui concerne la destination des diplômés et des ingénieurs et des déséquilibres dangereux. Et, avant tout, les besoins culturels croissants et l'arrivée toujours plus massive des nouvelles générations, pour lesquelles le point de référence avec les conditions pré-révolutionnaires perd peu à peu de son importance, finiront par introduire des éléments contradictoires dans le monolithisme idéologique et dans la pratique "unanimiste" qui a prévalu jusqu'alors.

Sur le plan de la politique internationale enfin, des différenciations pourront surgir devant des choix concrets qui rendront claires les implications de certaines théorisations et de certaines orientations. En particulier, la politique d'appui inconditionnel à des régimes dits "révolutionnaires" d'Amérique Latine, qui implique l'abandon à leur propre sort des révolutionnaires de ces pays, stimulera, maintenant ou plus tard, les réflexions critiques que d'éventuels épisodes sensationnels pourraient faire éclater.

Pour toutes ces raisons, et malgré sa portée

effective, le bilan historique d'ensemble du premier congrès est bien loin d'être définitif.

QUELQUES DONNEES SUR CUBA (d'après les documents du Congrès)

Population : 6.763.061 - recensement de 1958
9.296.068 - recensement de 1975

Population active : elle s'est accrue de 1 mio.
(+ 58,5 %) de 1959 à 1969

Composition :

- coupeurs de canne (1975) : 180.000 (la moitié par rapport à la période d'avant la révolution)
- raffineries sucrières et conditionnement
1970 : 120.000
1975 : 89.000
- industries sidérurgiques et mécaniques
1959 : 4.000
1975 : 29.000
- industrie textile et chaussures
1959 : 14.000
1974 : 15.395
- industrie du tabac
1975 : 49.672
- construction
1958 : 83.000
1975 : 275.000
- enseignement et santé
1975 : 400.000
- employés de l'administration
1975 : 200.000

Campagne

- secteur étatique : 70 %
- secteur privé : 30 %
- membres de l'ANAP (association des petits paysans) : 232.358
dont : 162.126 sont propriétaires de fermes familiales
- nombre de tracteurs : 1958 : 811.345
1975 : 3.051.000

Parti (membres inscrits)

- 1965 : 50.000 (environ)
- 1970 : 100.000 (environ)
- 1974 : 186.995
- 1975 : 202.807

NOTES :

1) Heureux, parce que les 17 années parcourues ont permis de surmonter les erreurs et d'acquiescer une maturité. Il va de soi qu'un tel argument ne peut pas justifier un retard dont la conséquence pratique a été que des décisions fondamentales pendant une aussi longue période, ont été prises par un nombre assez restreint de personnes.

2) Pour nos évaluations, nous renvoyons à l'article paru dans le N° 22 de la "Quatrième Internationale". Précisons que le présent article est écrit sans nous ayons connaissance de tout le matériel du congrès.

3) Dans un discours du 22 août 1975, Castro avait révélé un élément auto-biographique, en rappelant qu'il avait acquis ses premiers livres marxistes-léninistes à la librairie du PC, rue Carlos III.

4) La résolution parle de "relations marchandes entre les entreprises". Elle semble oublier qu'avec une industrie nationalisée dans une économie planifiée, les moyens de production ne sont plus des marchandises et donc que les rapports d'échange entre les entreprises qui les produisent et celles qui les achètent ne sont plus déterminées par la loi de la valeur (qui ne disparaît pas dans la phase de transition, mais dont le rayon d'action se rétrécit progressivement).

5) Sur les salaires, les données suivantes ont été fournies au congrès. Le salaire moyen mensuel est de 136 pesos, avec une augmentation de 21% par rapport à 1970. Le revenu moyen par famille est de 203 pesos. 50% des familles ne dispose que d'un seul revenu, 30% de deux, 12% de trois et 8% de plus de trois revenus.

6) Un fait intéressant: 85% des officiers de l'armée sont membres du parti ou d'organisations des jeunesses communistes.

7) Le pourcentage parmi les délégués au congrès le traduit encore plus nettement, malgré l'intention de ne pas tenir "une réunion de dirigeants" (Castro). Les dirigeants politiques représentaient 30% des congressistes, les cadres administratifs 19%, les responsables de la défense et de la sécurité 19%, les militants insérés dans la production, dans l'instruction et les services, 35%. La participation des femmes était minime: environ 15%, tant des délégués que des membres du parti.

8) Voir, par exemple, "Granma" du 5.10.75. Le congrès a sanctionné entre autres, le texte de la conférence des partis communistes latino-américains (juin 1975). Ce texte a représenté, par divers aspects, un compromis entre les conceptions cubaines et les conceptions traditionnelles des groupes dirigeants des PC. Nous saisissons l'occasion pour exprimer notre désaccord avec l'interprétation présentée dans l'article de Pablo Rojas dans le N° 38 de "Inprecor".

9) Le congrès n'a pas parlé de la Chine - ni de l'Albanie - mentionnées seulement superficiellement pour leurs divergences avec Cuba. Une polémique assez vive s'est développée, par contre, dans la presse, à propos de la position maoïste honteuse sur l'Angola. □

ANGOLA

Thèses

adoptées par le

C.E.I. de février

1976

(Comité Exécutif International
de la IV° Internationale)

I

1 La formation d'un Etat indépendant en Angola est l'aboutissement d'une lutte politique et militaire menée par des forces sociales et politiques multiples. Malgré l'existence d'une tradition anti-colonialiste et l'ampleur des forces mobilisées dans la confrontation armée, la lutte s'est prolongée quatorze ans durant à cause des facteurs spécifiques suivants :

- a) l'intérêt qu'avait l'impérialisme portugais de contrôler les ressources très considérables du pays, d'autant plus qu'à cause de sa faiblesse économique et politique il ne pouvait miser sérieusement sur une reconversion néo-coloniale;
- b) la nécessité pour le régime fasciste de Lisbonne de maintenir l'empire colonial sous peine de briser l'équilibre socio-politique global sur lequel il se fondait;
- c) la présence en Angola d'un contingent important de colons poussés par leurs intérêts et par leurs privilèges raciaux à défendre jusqu'au bout les structures coloniales traditionnelles;
- d) le caractère plus développé par rapport aux autres colonies portugaises de la structure socio-économique angolaise, ce qui impliquait des potentialités plus substantielles d'une dynamique de révolution permanente;
- e) l'absence d'une bourgeoisie nationale un tant soit peu solide;
- f) la difficulté pour les Etats-Unis de jouer la carte du néo-colonialisme aux frais de la vieille puissance coloniale et de contribuer à une reconversion relativement à froid aussi bien à cause des liens politico-militai-

res avec le régime de Lisbonne dans le cadre du Pacte Atlantique (ce qui impliquait une aide à l'armée portugaise) que de leur volonté de ne pas mettre en danger l'équilibre politique dans la péninsule ibérique (les événements après le 25 avril 74 ont confirmé à quel point cette préoccupation des impérialistes était, de leur point de vue, fondée).

2 Au cours de la guerre se produisent des transformations qui accentuent le poids de certains facteurs mentionnés, et, en dernière analyse, réduisent les marges de manoeuvre politique de l'impérialisme. A la campagne, les structures traditionnelles sont ébranlées, notamment dans certaines régions, aussi bien par les opérations militaires que par les mesures de répression "préventives" ("hameaux stratégiques") et les immigrations massives (surtout vers le Zaïre). En même temps se renforce davantage, aux dépens de l'agriculture de subsistance, l'agriculture capitaliste produisant pour le marché mondial. En ce qui concerne l'économie industrielle se réalisent des investissements étrangers très importants dans des secteurs de base (pétrole), dans la petite et moyenne industrie de transformation, dans des réseaux commerciaux. Ce processus s'amplifie à la fin des années 60 et au commencement des années 70.

Le résultat de ces développements combinés est que le poids relatif des structures capitalistes s'accroît, la classe ouvrière devient plus nombreuse de même que d'autres couches salariées, la petite bourgeoisie urbaine se renforce aussi, les bourgeoisies des pays capitalistes autres que le Portugal sont intéressées de plus en plus au contrôle sur l'Angola (Etats-Unis, puissances de l'Europe occidentale, Grande-Bretagne notamment). La guerre se prolonge aussi dans la mesure où le mouvement anti-colonialiste est profondément divisé et les Etats néo-coloniaux avoisinants jouent un rôle extrêmement ambigu.

D'un côté ils ne peuvent pas ne pas aider les mouvements de libération, d'autre part, ils s'efforcent de les contrôler et de les encadrer dans leurs projets politiques, allant jusqu'à devenir le véhicule de pressions impérialistes (les gouvernements congolais aident le FNLA au détriment du MPLA, en favorisant les attitudes attentistes sur le plan militaire et équivoques sur le plan politique de la direction de Holden Roberto; la Zambie oscille dans le choix de son allié privilégié).

3 La défaite de l'impérialisme portugais ne se place pas sur le terrain purement militaire. Elle est déterminée, en réalité, par l'impossibilité de la part de l'armée coloniale d'écraser la lutte armée du peuple angolais, par les défaites militaires majeures essuyées par les impérialistes en Guinée Bissau et au Mozambique, par le fait que le fardeau économique de la guerre devenait de

plus en plus insupportable pour Lisbonne, et par les conséquences politiques de plus en plus graves, dans la métropole, de l'éternisation du conflit.

Dans la première phase après le 25 avril, le projet spinoliste est d'accepter le fait accompli de la victoire complète du PAIGC en Guinée Bissau, de se résigner au contrôle du Mozambique par le FRELIMO (tout en ne renonçant pas à des tentatives, des chantages, des conditionnements et des batailles d'arrière-garde) et de manoeuvrer en Angola dans le but de garder une influence plus directe et un contrôle plus substantiel que dans les anciennes colonies. Une telle attitude est liée à l'importance beaucoup plus considérable de l'Angola pour le Portugal et l'impérialisme en général, du point de vue aussi bien économique que stratégique. Mais l'élément décisif réside dans la division du mouvement national angolais et la possibilité de l'exploiter politiquement et militairement. A cause de la crise révolutionnaire dans la métropole et de la paralysie de l'armée bourgeoise portugaise, le gouvernement portugais ne peut pas mener à bien son opération et se voit obligé de retirer son épingle du jeu. Toutefois, dans la brèche ouverte, se précipitent d'autres forces impérialistes et néo-coloniales (Etats-Unis, Afrique du Sud, pays d'Europe capitaliste, Zaïre, Zambie, ...) en contribuant plus ou moins directement à l'éclatement de la guerre civile.

II

4 Le mouvement national angolais remonte aux années 20 - idéologiquement même, à la fin du siècle dernier - et plonge ses racines dans les luttes anticoloniales s'étalant sur quatre siècles. Mais c'est à partir de la moitié et vers la fin des années 50 qu'il commence à acquérir une influence considérable et à s'exprimer dans des formes organisées. La lutte armée commence à la suite du refus, de la part du régime colonial, de toute concession, et sous l'impulsion d'événements africains et mondiaux (formation d'une série d'Etats indépendants dans le continent, Guerre d'Algérie, victoire de la Révolution à Cuba ...).

Des forces sociales et politiques différenciées participent au mouvement : petite bourgeoisie urbaine, intelligentsia radicalisée, militants et cadres issus du prolétariat et de la paysannerie, émigrés au Congo, etc. C'est presque un symbole que les initiatives qui marquent l'ouverture des hostilités (au mois de février et de mars 1961) appartiennent aux deux composantes sociales et politiques actives à l'époque (noyaux issus de la petite bourgeoisie et des masses pauvres dans les villes, essentiellement sous l'influence du MPLA, et noyaux issus de la paysannerie et des émigrés

à la campagne, sous l'influence de l'UPA, prédécesseur du FNLA). Dès le commencement, se précisent l'ampleur des couches qui se mobilisent ou sont susceptibles de se mobiliser dans la lutte anti-impérialiste, et en même temps la difficulté d'établir un cadre politique et organisationnel unitaire.

Dans la période allant de 1961 à 1966 le FNLA, dirigé par Holden Roberto, réussit à établir un rapport de force nettement en sa faveur.

Le MPLA, dont la base originaire est essentiellement urbaine, est frappé beaucoup plus durement par la répression déclenchée à la suite des actions de 61 et ne réussit pas à s'implanter en dehors de l'enclave de Cabinda. Entre 61 et 64 surtout, il traverse une phase très critique où, entre autres, il manœuvre avec des petits groupes ambigus, et il est sérieusement affecté par une crise de direction qui aboutit même au départ du groupe de Viriato da Cruz (groupe se réclamant du marxisme et de conceptions maoïstes). A cause de son orientation et de ses liens internationaux, il est particulièrement handicapé par l'action du gouvernement congolais, qui sabote ses activités et s'efforce de l'éliminer de la scène.

Le FNLA est en condition de mieux résister à la répression, grâce à son implantation paysanne. Il peut exploiter sa présence dans des régions de frontière et la base que lui assure la masse des émigrés. Il jouit de l'aide ou de la tolérance des gouvernements qui se succèdent au Congo. Devant la fin de non-recevoir opposée par les Etats-Unis aux demandes d'aide matérielle, il fait des tentatives d'exploiter à son avantage le conflit sino-soviétique en esquissant une ouverture vers Pékin; il réussit à s'imposer à l'Organisation de l'Unité Africaine, qui reconnaît le gouvernement formé par lui, le GRAE (Gouvernement Révolutionnaire Angolais en Exil). Même la composante tribale (Bakongo) - toujours plus forte dans le FNLA que dans le MPLA - représente à l'époque un élément de force, dans la mesure entre autres où elle assure le lien vital avec l'émigration et le Congo.

5 C'est à partir de 1966 que la situation commence à changer. Le MPLA reprend l'initiative et, en valorisant les forces consolidées à Cabinda et jouissant de la tolérance sinon du soutien actif de la Zambie, crée des zones d'opération nouvelles (à l'Est, au Nord et plus tard dans le Nord-Est). En 1968, il déclare exercer son contrôle sur le tiers du territoire. Son renforcement est aidé par une conception plus souple de la guerre de guérilla et par ses efforts d'organisation dans les zones libérées où surgissent des organismes populaires sous forme de comités de village. Ainsi il réussit à surmonter le cadre étroit de son rayonnement antérieur et à apparaître comme

une force opérant à l'échelle nationale.

Dans la même période, le FNLA adopte une attitude fondamentalement attentiste, en s'appuyant exclusivement sur ses bases dans le Nord et ses "arrières" congolais. Les pressions des gouvernements de Kinshasa contribuent à cette orientation. D'autre part, le FLNA subit une scission avec le départ de Savimbi qui forme ensuite l'UNITA. L'UNITA reste très faible pendant une longue période, mais son existence, sous la direction d'un homme aux attaches tribales très importantes comme Savimbi, représente en tout cas un obstacle majeur à une extension nationale de l'influence du FNLA (de même d'ailleurs qu'à un élargissement supplémentaire de la zone contrôlée par le MPLA). Le changement du rapport de forces sur le terrain n'est pas sans répercussions internationales : le MPLA renforce ses liens avec les Etats ouvriers et les gouvernements dits "progressistes" (le FNLA établit des rapports avec la Chine); le MPLA obtient une rectification de l'attitude des Etats de l'OUA dont un certain nombre lui réservent des rapports privilégiés et, en fait, s'assure un statut égal à celui du FNLA-GRAE.

6 Le mouvement national angolais reste divisé en trois tendances principales au moment de l'écroulement du régime fasciste à Lisbonne. Des tentatives d'unification avaient été faites, sous l'impulsion de certains gouvernements africains, à plusieurs reprises et surtout en 1972, sans aboutir toutefois à des résultats réels. Ces tentatives sont relancées en 1974. Mais ce n'est qu'au commencement de 1975 que les Accords d'Alvor permettent la formation d'un gouvernement unitaire sous les auspices de l'ancienne puissance coloniale. Le MPLA risque de faire les frais de l'opération : - parce que le FNLA et l'UNITA font front commun, en exploitant contre le MPLA les facteurs tribaux,

- parce qu'ils sont favorisés par l'alliance avec les gouvernements néo-coloniaux avoisinants (avec la seule exception du Congo-Brazza dont l'influence est nécessairement limitée)

- parce qu'ils jouissent du soutien prioritaire des puissances impérialistes.

Le MPLA espère exploiter en sa faveur la sympathie d'une aile du MFA - ce qui l'amène à semer des illusions sur le MFA et le gouvernement Vasco Gonçalves - mais en pratique, il ne tire sur ce terrain que des avantages très limités et éphémères pendant l'administration Rosa Coutinho. Il subit, en outre, une crise interne très profonde qui l'écartèle en trois tendances et l'expose très dangereusement pendant une période à l'influence de gouvernements néo-coloniaux.

Dans ce contexte, les Accords d'Alvor, confirmés ensuite à Nakuru, sont la charpente d'une opération néo-coloniale d'envergure, au moins

potentiellement. Mais l'éclatement de la guerre civile remet tout en question.

III

7 La concrétisation du projet d'Alvor impliquait la réalisation et le maintien d'équilibres délicats entre les multiples forces intéressées, aussi bien angolaises qu'étrangères (compromis entre les différentes couches sociales, les différentes ethnies et formations régionales, entre les différents appareils politiques et militaires, intérêts conflictuels des différents Etats néo-coloniaux et des différentes puissances impérialistes). La situation portugaise introduisait, directement ou indirectement, à plusieurs niveaux, d'autres éléments de déséquilibre et de contradictions. Mais c'est la dynamique du mouvement des masses dans les villes, et notamment à Luanda, qui joue, en dernière analyse le rôle décisif dans l'éclatement de la crise.

Les changements socio-économiques allant de pair avec la guerre coloniale avaient renforcé le poids spécifique des couches urbaines. A la chute du régime de Caetano, tous les équilibres précédents sont bouleversés. Des couches petites-bourgeoises occupent ou espèrent occuper la place qu'abandonnent les colons en fuite. L'intelligentsia veut exploiter la possibilité de jouer un rôle important dans l'administration et dans la gestion du pays en général. La classe ouvrière renforcée dans ses effectifs à la suite de l'industrialisation relative, s'organise et se mobilise pour imposer ses droits et arracher des conditions moins misérables. Les masses prolétariennes et populaires des bidonvilles s'organisent et se mobilisent à leur tour y compris dans des buts d'auto-défense face aux actions désespérées des ultras du colonialisme et du racisme.

Les grèves, les manifestations et les mobilisations se succèdent jusqu'à la grande manifestation qui rassemble à Luanda des dizaines de milliers de personnes; et la réalisation d'une assemblée nationale des comités de base (une grève générale avait déjà eut lieu à Luanda en septembre 73).

C'est justement la dynamisation de ces couches exploitées urbaines, ne pouvant pas s'intégrer dans un cadre néo-colonial, qui fait sauter la construction d'Alvor.

8 La mobilisation des masses de Luanda n'est pas le résultat d'une initiative politique délibérée du MPLA. Dans une large mesure elle se développe indépendamment de la volonté de sa direction et largement en dehors de son cadre organisationnel (en fait son appareil n'est pas encore mis sur pied au moment où les mouvements de masse éclatent). Mais par sa tradition, son enracinement précédent, la nature

d'une partie au moins de ses cadres, son caractère de mouvement national et non pas régional ou tribal, le MPLA est en meilleure posture pour bénéficier d'un tel mouvement. en accroissant ainsi énormément son audience. Il est d'ailleurs placé devant un choix très concret : soit suivre jusqu'au bout l'orientation d'Alvor en se battant pour une application stricte des accords impliquant, entre autres, le désarmement des "civils", et entrer en conflit avec le mouvement des masses; soit s'intégrer dans ce mouvement et en prendre la direction en cherchant en même temps à le canaliser. Tenant compte de tous les autres éléments jouant contre lui et n'ayant pas une implantation paysanne suffisamment large, il ne peut opter que pour la deuxième solution.

Le FNLA qui n'a pas de base réelle dans les villes, et qui compte être, sinon immédiatement, du moins à court terme, le principal bénéficiaire des Accords d'Alvor, se lance au contraire dans une offensive contre le mouvement de masse accompagnée par une répression sanglante. Son but est d'imposer son contrôle dans la capitale en coupant l'herbe sous le pied à l'organisation rivale.

Pour sa part, l'UNITA parachève le tournant qui l'amène à laisser tomber sa démagogie socialisante, à renoncer à toute attitude de neutralité et à se présenter aux Portugais comme le partenaire le mieux disposé à aider la reconversion néo-coloniale et à s'aligner avec le FNLA. Sa nature régionale, qui lui a permis de gagner une base importante, facilite aussi la prise de position contre le mouvement des masses urbaines de Luanda et son engagement contre l'organisation qui jouit de la confiance de ces masses.

IV

9 La genèse concrète de la guerre civile, le clivage entre les mouvements indigènes et les alignements internationaux mettent en lumière sans ambiguïté la nature fondamentale du conflit angolais. D'un côté se rangent fondamentalement les forces sociales qui ont objectivement intérêt à lutter pour l'indépendance nationale conséquente et à refuser les solutions de compromis néo-coloniales, ce qui les inscrit potentiellement dans une dynamique de révolution permanente, de transcroissance de la révolution nationale en révolution sociale : se sont les couches décisives de la classe ouvrière urbaine - aussi bien de l'industrie que des services - des couches de salariés agricoles, des masses populaires rejetées par le colonialisme en marge de cette structure économique et sociale, de larges secteurs de la paysannerie pauvre qui ont participé, directement ou indirecte-

ment à la lutte armée, et ont fait leurs premières expériences de mobilisation et d'organisation politique, en entrant en conflit avec les cadres de la société rurale traditionnelle.

D'un autre côté, se trouvent ceux qui s'accrochent aux privilèges, même dérisoires du passé, ceux qui ont intérêt à la structuration d'une société néo-coloniale, ceux qui ne veulent pas couper définitivement le cordon ombilical avec l'impérialisme, ceux qui veulent défendre ce qui subsiste de la société traditionnelle : ce sont les survivants du colonat, des couches petites-bourgeoises cossues, les noyaux embryonnaires de bourgeoisie nationale, les chefs traditionnels et leurs acolytes. L'éclatement de la guerre civile en liaison avec les mouvements des masses urbaines reflète sous une forme condensée - et simplifiée - le contenu socio-politique de la confrontation militaire.

Le fait que le FNLA et l'UNITA soit soutenus par l'impérialisme américain, les principales puissances impérialistes européennes, les racistes de l'Afrique du sud, et les blocs des Etats néo-coloniaux les plus conservateurs ou même réactionnaires, tandis que le MPLA jouit de l'appui des Etats ouvriers à l'ignoble exception de la Chine, et en premier lieu de celui de l'Union soviétique et de Cuba, et des gouvernements néo-coloniaux qui ne peuvent encore se permettre de faire abstraction des traditions de lutte de leurs mouvements nationaux et des sentiments des masses, ou veulent redorer leur blason "progressiste", confirme et renforce l'analyse de la dynamique des forces indigènes. Il est clair, d'ailleurs, qu'une victoire éventuelle du bloc FNLA-UNITA, non seulement marquerait un succès de la contre-révolution en Angola avec un cortège tragique de répression sanglante, mais renforcerait les positions de l'impérialisme dans une région d'une très grande importance stratégique, donnerait un nouveau souffle aux racistes sud-africains et amènerait la formation d'un régime plus réactionnaire dans une série de pays africains.

10 L'intervention des impérialistes dans la guerre civile angolaise a été inspirée par la nécessité de défendre leurs intérêts économiques, politiques et stratégiques extrêmement importants en Angola même, et surtout dans cette région de l'Afrique.

Le gouvernement nord-américain subissait des pressions contradictoires : il existait d'une part des tendances favorables à l'intervention soit en fonction d'intérêts économiques spécifiques, soit pour des considérations politiques. D'autre part, il y avait une résistance des groupes préoccupés des conséquences négatives pour leurs intérêts

que pourrait avoir, dans une série d'Etats africains, un engagement à fond aux côtés du bloc FNLA-UNITA et du régime de Prétoria et l'attitude de quelques politiciens enclins à jouer la carte de l'intégration du MPLA dans un projet néo-colonial. Mais l'enjeu politique et stratégique global ne pouvait que faire opter Washington pour le soutien au FNLA et à l'UNITA. Si ce soutien ne s'est pas traduit jusqu'ici dans une intervention militaire directe, c'est à cause de la situation créée par la défaite récente au Vietnam et par la peur de provoquer la renaissance d'un mouvement anti-guerre, notamment chez la minorité noire. Le régime Sud-africain a été poussé pour sa part à intervenir du fait de sa volonté de défendre des intérêts économiques de longue date et de sa préoccupation de maintenir un glacis stratégique et politique. Il s'est engagé d'autant plus qu'il est miné par une crise sérieuse qu'une victoire des forces anti-impérialistes en Angola et éventuellement dans d'autres pays de la région, pourrait précipiter en stimulant la lutte du prolétariat le plus important de toute l'Afrique et en mettant en question l'existence même du régime.

L'action de la bureaucratie soviétique s'explique par sa volonté de jouer un rôle important dans le jeu politique de la région et de l'Afrique et de ne pas renoncer au moment décisif aux avantages qu'elle peut tirer du soutien au MPLA pendant une longue période. Elle est stimulée en même temps par la nécessité de marquer des points contre la Chine dans le mouvement communiste et ouvrier international et parmi les masses des pays coloniaux et semi-coloniaux. On ne saurait exclure non plus l'incidence du jeu interne dans le PCUS à la veille du nouveau congrès. Tout en reflétant l'accord politique de base entre La Havane et Moscou, l'intervention cubaine possède une importance particulière du fait même de son caractère massif et direct, elle représente un véritable défi à l'impérialisme américain et elle se rattache aux meilleures traditions de l'internationalisme révolutionnaire.

11 La définition de la nature de la guerre civile et la compréhension des potentialités d'une dynamique de révolution permanente, se basant sur l'analyse des forces sociales et non sur des organisations politiques, ne sont pas en contradiction avec une caractérisation du MPLA comme un mouvement à direction petite-bourgeoise. Le MPLA a une nature petite-bourgeoise depuis son origine, à cause aussi bien de sa composition sociale que de ses conceptions et orientations politiques. Dans la mesure où il acquiert une influence de masse, il devient une compo-

sante importante du mouvement anti-impérialiste et il s'engage dans une lutte armée prolongée contre le colonialisme portugais, il exprime plus précisément un courant petit-bourgeois nationaliste révolutionnaire. L'influence idéologique et politique exercée dès le début par des éléments de formation stalinienne ou kroutchévienne n'entre pas en contradiction avec l'ensemble de son idéologie. Cela non seulement parce que des révolutionnaires petits-bourgeois peuvent se servir du marxisme et à plus forte raison d'un marxisme déformé comme ingrédient de leurs conceptions; mais plus concrètement dans la mesure où les thèses stalinienne sur la révolution par étapes et les conceptions bureaucratiques du rapport avec les masses tendent à coïncider avec la ligne de collaboration avec la bourgeoisie dite nationale, les conceptions de l'Etat-Parti et les critères bureaucratiques d'organisation qui ont caractérisé et caractérisent le MPLA. Le fait que dans les régions libérées, le MPLA ait organisé des comités au lendemain du 25 avril 1974 et a lancé un appel pour la création des comités dans les villes ne doit pas faire oublier que ces comités ont été conçus avec des critères paternalistes et autoritaires, que le fonctionnement interne du MPLA lui-même a souffert toujours de déformations bureaucratiques très sérieuses, que même dans les derniers mois, la prise en main du mouvement de masse à Luanda a impliqué une restructuration des comités par en haut avec l'élimination des cadres et des militants dénoncés comme gauchistes ou anarchistes et des mesures d'épurations sévères.

12 Les succès rapides et substantiels remportés par l'armée de la République populaire d'Angola ne sont pas uniquement le résultat d'une supériorité militaire, ils s'expliquent avant tout sur le plan politique. Alors que le FNLA et l'UNITA se sont démontrés incapables de mobiliser les masses dans leurs zones d'influence et de donner un moral à leurs troupes, le MPLA a pu compter sur une solide base de départ urbaine. Les masses paysannes n'ont pas joué jusqu'ici un rôle actif. Leur mobilisation reste, toutefois, un enjeu essentiel non seulement pour une victoire définitive dans la guerre civile, mais plus généralement pour l'avenir de la révolution angolaise.

L'enjeu décisif reste la conquête de larges bases paysannes. Toute sous-estimation éventuelle de ces problèmes aurait des conséquences très négatives non seulement sur le conflit militaire actuel, mais plus généralement pour l'avenir de la révolution angolaise. C'est pourquoi, la lutte pour une réforme agraire qui brise le pouvoir des gros propriétaires et des fermiers capitalistes, qui en-

freint l'étouffement de la misère de l'agriculture de subsistance et des structures tribales qui subsistent, qui garantisse aux petits et moyens paysans des prix rémunérateurs pour leurs produits et leur permette d'échapper aux griffes des intermédiaires, qui aide les populations des campagnes à résoudre les problèmes élémentaires créés par la guerre coloniale et la guerre civile, est une priorité politique.

En même temps, des mesures d'expropriation des propriétés impérialistes - par ailleurs riposte légitime des attaques combinées militaires contre la RPA - auront l'effet de ressouder les rangs des forces anti-impérialistes par une démonstration concrète aux masses qu'elles sont appelées à se battre pour la défense de leurs intérêts primordiaux.

Mais la lutte pour des objectifs anti-impérialistes conséquents doit aller de pair avec l'organisation démocratique révolutionnaire des masses à la base. Les expériences faites au cours des deux dernières années, surtout au sommet des mobilisations urbaines, doit être valorisée au maximum par la relance d'organismes démocratiques et révolutionnaires, dont les dirigeants soient élus par les masses, puissent être révoqués s'ils n'accomplissent pas leurs devoirs et ne jouissent d'aucun privilège matériel. Le respect le plus strict des droits démocratiques, dont le droit à l'expression des différents courants et organisations politiques, est un besoin particulièrement ressenti après des siècles de colonisation et de longues années de répression impérialiste impitoyable. Une organisation démocratique révolutionnaire de masse, s'opposant à toute emprise bureaucratique et contrainte autoritaire, représente aussi un instrument capital pour la lutte contre les structures réactionnaires traditionnelles et les vestiges tribaux. Des militants ayant fait l'expérience de luttes, notamment des dernières deux ou trois années, et ayant assimilé des leçons de luttes anti-capitalistes de masses d'autres pays, l'Europe occidentale y comprise, peuvent et doivent jouer dans cette bataille un rôle important. Finalement, la lutte anti-impérialiste des masses angolaises sera renforcée dans la mesure où des liens étroits seront établis avec les mouvements révolutionnaires de l'Afrique australe qui par leurs luttes affaiblissent les régimes racistes de Prétoria et de Salisbury, remparts de l'impérialisme dans cette partie du continent.

13 Les échecs militaires catastrophiques du FNLA et de l'UNITA obligent les forces impérialistes et néo-coloniales à réviser leur politique. Certains gouvernements néo-coloniaux ont déjà opéré un tournant: reconnaissance de la RPA et recherche d'un compromis avec le MPLA. Les impérialistes des Etats-Unis et d'Europe occidentale pourraient les suivre sur le même chemin en

esquissant une opération d'envergure pour l'intégration de la RPA à une échéance plus ou moins rapprochée dans un projet néo-colonial relativement "progressiste". Des couches petites-bourgeoises cossues, des noyaux embryonnaires de la bourgeoisie "nationale", toute une pléiade de profiteurs et d'arrivistes sont la base matérielle d'une telle opération. Les tendances droitières du MPLA, qui penchaient déjà auparavant pour des solutions de compromis notamment avec l'UNITA, pourraient jouer à fond le jeu. Le projet de la direction du MPLA - tel qu'il s'exprime par exemple, dans la loi fondamentale de la RPA - n'est absolument pas en contradiction avec une telle opération néo-coloniale, comme le confirment, entre autres, des ouvertures récentes en direction du Zaïre et de la Zambie.

Face à une telle possibilité, et, en tout cas, pour éviter que la défaite rapide de l'ennemi n'aie pas, paradoxalement des conséquences négatives, pour la lutte révolutionnaire, il apparaît d'autant plus nécessaire de mobiliser et organiser les masses dans des organismes démocratiques qui en garantissent l'autonomie par rapport à toute classe exploiteuse et à tout appareil bureaucratique. Cette tâche, qui ne sera pas accomplie par la direction petite bourgeoise du MPLA, devra être prise en charge prioritairement par les révolutionnaires liés au mouvement des masses.

V

14 La résolution sur l'Afrique du 8ème congrès mondial de la IV^e Internationale (1965) déclarait à propos de l'Angola : "Il est clair qu'une véritable direction angolaise n'existe pas encore et que les conflits et les luttes intérieures du mouvement national continueront probablement pendant toute une période. Pour les marxistes-révolutionnaires le critère fondamental pour déterminer les champs d'action auxquels ils donnent la préférence est de savoir qui exerce à une étape donnée une influence de masse réelle et qui mène effectivement les combats, parce que c'est là que la logique de la lutte révolutionnaire permettra le plus facilement que se forme une avant-garde révolutionnaire. Les orientations d'une direction ou de quelques dirigeants - à plus forte raison les insinuations ou les suspicions à l'égard de telle ou telle personne - ne sauraient être un critère décisif. . .

"Sans dissimuler ces critiques et en développant ses propres conceptions sur la nature de la révolution angolaise, la IV^e Internationale continuera à assurer sa solidarité aux forces qui se battent effectivement et qui sont surtout des forces paysannes, et qui, à l'étape actuelle sont organisées essentiellement dans le FNLA. Elle considère qu'une unifica-

tion du FNLA avec les autres forces existantes et que celle-ci affirme désirer en principe, pourrait être profitable, naturellement, et à condition qu'elle se réalise dans la lutte, sur la base d'un programme anti-impérialiste et anti-colonialiste clair et sans qu'il soit porté préjudice à l'unité indispensable dans la lutte armée".

Si les critères appliqués étaient corrects et si l'analyse du rapport de force sur le terrain était aussi fondamentalement juste, une autocritique s'impose toutefois, qui peut être synthétisée dans les termes suivants :

a) la résolution du SU de février 1964 et la résolution du 8^e congrès mondial surestimaient les possibilités du FNLA de surmonter ses origines tribales et les conséquences du conditionnement régional et donc d'échapper à l'influence exercée par les gouvernements néo-coloniaux congolais, véhicule des pressions impérialistes.

b) les mêmes résolutions ne tenaient pas compte des possibilités et des capacités du MPLA de relancer l'action dans d'autres régions du pays et sous-estimaient le rôle qu'aurait pu jouer, dans l'éventualité d'une telle relance, son idéologie plus progressiste que celle du FNLA.

c) la IV^e Internationale a marqué un retard considérable dans la vérification analytique de la situation en Angola et par conséquent dans les mises au point politiques et tactiques nécessaires. Même la résolution du 10^e congrès en février 1974 se limita à affirmer très généralement que "le développement du processus de révolution permanente. . . ne pourra se faire qu'à partir notamment d'une clarification au sein du MPLA et du FRELIMO" et à indiquer la "tâche de construction de cadres marxistes-révolutionnaires".

15 Dans la guerre civile qui a éclaté à la veille de la proclamation formelle de l'indépendance, la IV^e Internationale choisit le camp de la République populaire angolaise, fondée par le MPLA, contre la sainte alliance des impérialistes, des racistes et des réactionnaires indigènes. Elle se range du côté des masses qui se mobilisent pour défendre l'indépendance arrachée par une lutte armée opiniâtre, pour défendre leurs intérêts primordiaux contre toutes les classes et couches exploiteuses, étrangères et "nationales", pour l'expropriation des capitalistes et des propriétaires fonciers et pour la formation d'un gouvernement ouvrier et paysan basé sur des comités démocratiques révolutionnaires expression directe des masses.

Une telle attitude n'implique aucunement que la IV^e Internationale renonce à ses critiques de la direction du MPLA, qu'elle caractérise comme nationaliste petite-bourgeoise et non comme prolétarienne communiste et qui ne pourra pas accomplir la tâche de la construction d'un Etat ouvrier. L'alignement dans le

même camp et la solidarité dans une lutte commune ne sont pas en contradiction avec la bataille indispensable pour l'autonomie politique de la classe ouvrière et des révolutionnaires et pour la construction d'une direction révolutionnaire prolétarienne et d'une organisation marxiste-révolutionnaire.

Les marxistes-révolutionnaires angolais s'engagent sans réserves dans la lutte militaire contre la sainte alliance réactionnaire jusqu'à la victoire définitive, pour la défense de la RPA, pour l'indépendance complète de l'Angola. Dans leur campagne politique, ils mettent l'accent sur la nécessité d'une mobilisation active et consciente des masses, de leurs organisations dans des comités démocratiques et révolutionnaires, élus et révocables à tous moments, aussi bien que sur la défense des droits démocratiques pour tous ceux qui se battent dans le camp anti-impérialiste. Ils accomplissent une tâche indispensable de clarification théorique et politique sur la nature de la stratégie de la révolution en Angola en s'efforçant de regrouper en premier lieu des cadres et des militants qui ont déjà fait des expériences dans la lutte et les mobilisations de masses et ont réfléchi de façon critique sur leurs expériences.

16 La IV^e Internationale doit être partie prenante d'une campagne de solidarité avec la RPA organisée à l'échelle mondiale. Cette campagne devra exiger le retrait immédiat et inconditionnel de toutes les forces impérialistes et néo-colonialistes, l'aide politique et matérielle des Etats ouvriers et du mouvement ouvrier international, l'arrêt de tout envoi d'armes et de matériel au bloc FNLA-UNITA, la reconnaissance de la RPA-MPLA.

La IV^e Internationale dénonce l'attitude de la direction bureaucratique chinoise qui après avoir aidé le FNLA, adopte maintenant une attitude neutre hypocrite, en démontrant ainsi dans la pratique le caractère néfaste de ses conceptions et analyses et d'une politique basée sur la dénonciation de l'URSS comme ennemi principal et visant en fait un compromis avec l'impérialisme américain, européen et japonais.

Les marxistes-révolutionnaires africains, conscients que la défaite des impérialistes et des néo-colonialistes, dans la guerre civile angolaise, aura des répercussions énormes dans le continent, créera les conditions favorables pour le renversement des régimes racistes d'Afrique du Sud, de Namibie et de Zimbabwe, samera les bases des régimes néo-coloniaux réactionnaires, feront campagne pour un soutien militant à la RPA et aux combattants angolais dans les milieux de l'avant-garde politique africaine, dans les organisations de masses, dans les syndicats, dans les organisations des travailleurs et étudiants à l'étranger.

14 février 1976

ZAMBIE

JOHN BLAIR

L'OPPOSITION A KAUNDA SE RENFORCE

Les événements du mois dernier ont aggravé de façon importante la crise politique qui affecte la Zambie à l'heure actuelle. Le gouvernement de l'UNIP (United National Independence Party - Parti uni d'indépendance nationale) est ouvertement menacé à la fois sur sa gauche et sur sa droite. Il est sans doute moins populaire que jamais parmi la population urbaine qui constitue la seule mesure significative de la sensibilité politique.

Les premiers à donner une cohérence à l'opposition au régime furent les étudiants de l'UNZA (Université de Zambie, située à Lusaka), où une campagne importante fut menée depuis le début de cette année contre la politique étrangère du gouvernement sur la question de l'Angola. Cette politique avait été déterminée par un grand nombre de considérations que nous avons longuement étudiées dans notre article "Zambie - Les contrecoups de la guerre civile angolaise" ("Inprecor" n°43, 5 février 1976).
Pour résumer :

- 1) Le désir de renouer de larges relations commerciales avec le sud blanc du fait qu'aucune mesure significative de substitution des importations à travers des tentatives de programmes d'industrialisation n'a réussi.
- 2) La peur de la dynamique incluse dans une victoire du MPLA : éventualité qui a déjà montré qu'elle accélérerait vraisemblablement le processus de déclenchement d'une guerre totale par les populations opprimées contre la citadelle du racisme blanc. Un tel développement pourrait rapidement ouvrir la voie à une mobilisation anti-impérialiste et anti-capitaliste prolongée à travers toute l'Afrique Australe.
- 3) Dans la dernière période, le pays est devenu réellement dépendant de l'Afrique du Sud du fait des mesures maintenant bien connues de soutien économique fourni par le régime de Vorster à l'économie zambienne souffrante.

C'est la collaboration ouverte avec les forces de l'impérialisme et du racisme blanc qui par-dessus tout ont alimenté la protestation des étudiants de l'université de Zambie. Cette génération a été nourrie des évocations constantes des sacrifices que le pays a prétendument fait pour soutenir ses frères et soeurs en lutte contre les régimes blancs. C'est ainsi que la contradiction de plus en plus évidente de ces principes avec

la politique vis-à-vis de l'Angola devait à coup sûr faire naître des doutes graves. Quand un groupe relativement petit de militants commença à expliquer les racines de cette politique et à faire campagne pour son renversement, il rencontra une réponse de masse qui est allée bien au-delà de ses espoirs les plus fous. Ce développement était une leçon claire comme de l'eau de roche en ce qui concerne l'éveil de la conscience politique au sein des pays néo-coloniaux d'Afrique. Les événements d'Angola ont démontré au jour le jour les liens étroits qui existent entre le groupe dominant en Zambie et l'impérialisme. Ils ont donné par là aux secteurs les plus conscients de la population, une illustration plus claire que n'auraient pu le faire un millier d'articles, de la véritable nature de classe du régime.

Une sérieuse organisation de la solidarité avec le MPLA a commencé à l'université dès l'ouverture du nouveau trimestre le 5 janvier. Cette campagne fut entreprise surtout par les adhérents de la "Société Franz Fanon", un groupe socialiste de discussion qui agit comme noyau pour le regroupement des éléments radicalisés de l'université. Ce groupe est la seule organisation ouvertement politique à l'UNZA, où les tentatives d'implanter une branche de l'UNIP ont été anéanties par l'opposition des étudiants et de leur syndicat.

L'agitation menée trouva un écho immédiat dans la masse des étudiants et culmina dans une grève d'un jour appelée pour le 15 janvier et dont les objectifs étaient d'exiger que le gouvernement renverse immédiatement ses positions sur la guerre civile en Angola et soutienne totalement le MPLA. A cette occasion, le campus fut occupé par les étudiants en grève et des meetings de masse se tinrent tout au long du jour pour discuter les raisons de cette action. Tous les efforts ont été faits par les autorités pour empêcher toute publicité sur cet événement. Tandis qu'il faisait la "une" à la radio de Luanda, il était ignoré par la presse zambienne, la radio et la télévision. Ce jour-là le campus fut encerclé par la police armée, mais il n'y eut aucune tentative d'entrer dans les locaux.

Toute la circulation de la Grande rue de l'Est qui passe devant l'entrée principale de l'université fut détournée pour empêcher les gens de voir les grandes affiches qui avaient été apposées et proclamaient la solidarité avec le MPLA.

Les préoccupations du gouvernement sur la situation à l'UNZA ne se manifestèrent publiquement que le dimanche quand des manifestations, à Lusaka et Ndola, capitale de la ceinture de cuivre eurent lieu pour soutenir la politique officielle en Angola. Lors de la manifestation de Ndola, un porte-parole attitré, membre du Comité central de l'UNIP, Frank Chitambala, révéla indirectement les véritables raisons de l'évènement lorsqu'il mentionna "des professeurs

étrangers fourvoyés" à l'UNZA et qui avaient prétendument "fomenté des troubles parmi les étudiants" en militant pour le soutien à une ligne opposée à celle de la politique extérieure du gouvernement.

A Lusaka, la nouvelle du projet de manifestation était arrivée très tard aux militants de l'UNZA. Ils furent cependant en mesure d'organiser une distribution de tracts au Collège Evelyn Hone, un établissement d'éducation supérieur et destinée à dissuader les participants éventuels à la manifestation. Ces efforts aboutirent à ce que pas un seul étudiant de cette institution ne participe à la manifestation. Mais les militants pouvaient mettre encore des bâtons dans les roues des plans de l'UNIP. Arrivés à l'endroit de la manifestation avant les organisateurs, ils distribuèrent un grand nombre de tracts expliquant les raisons du soutien au MPLA. Ils furent lus et assimilés par les quelque 800 élèves de l'école secondaire de Lusaka qui avaient été enrôlés pour marcher vers la résidence présidentielle (State House) et manifester leur soutien avec les positions gouvernementales. Leurs efforts devinrent payants au cours de l'allocution de Kaunda. Utilisant son astuce bien connue lors des rassemblements de foule, il vociféra à plusieurs reprises la question : "Qui soutenons-nous ?" En réponse, au lieu de ce qu'il espérait : "Un gouvernement d'unité nationale", arriva haute et claire la réponse : "le MPLA !"

Après ces salves d'ouverture, les événements avancèrent rapidement vers une confrontation. Au soir du 28 janvier, Kaunda vint à la radio et à la télévision faire un discours annonçant l'institution d'un "état total d'exception" dans tout le pays. Comme la Zambie était en "état d'exception partiel" depuis la proclamation d'indépendance de la Rhodésie, en novembre 1965, il était difficile de se rendre immédiatement compte de ce qu'étaient précisément les changements introduits alors. Mais l'accent fut largement mis sur la suspension de toutes les garanties de l'article 3 de la Constitution qui concerne les droits démocratiques et civiques les plus élémentaires. Sa révocation équivalait à un retrait total de toutes les libertés de base, de parole, de rassemblement, etc. et à permettre à la police armée d'entrer dans n'importe quel local sans mandat.

Le samedi 31 janvier vit la première arrestation en vertu des nouveaux pouvoirs lorsque Lionel Cliffe, un britannique professeur à l'UNZA fut détenu pendant 28 jours. Aucune raison ne fut donnée, mais sa femme déclara que la police avait emporté de la littérature sur l'Angola de leur maison du campus. Ironie du sort, Cliffe était connu pour avoir été un militant du Comité pour la libération du Mozambique, de l'Angola et de la Guinée, en Grande-Bretagne entre 1971 et 1974. Avant cela, il avait travaillé pendant 10 ans à l'université tanzanienne de Dar-es-Salam où il avait agi et travaillé pour une longue période en tant que conseiller du gouvernement.

La position de la Zambie sur l'Angola était ainsi clairement dénoncée par la détention d'un homme dont toute la carrière montre qu'il fut un combattant constant contre l'impérialisme dans ce pays.

La détention de Cliffe jeta l'université dans un état de fermentation qui culmina dans la grève générale du 5 février. A cette occasion, la colère des étudiants était particulièrement dirigée contre deux membres du personnel, accusés de collaborer avec les tentatives répressives du gouvernement. Comme doyen de la faculté des Arts et des Sciences sociales, Ndem, un Nigérien, avait refusé de convoquer un meeting du personnel pour discuter de l'emprisonnement de Cliffe. Mutukwa, un collègue Zambien de Cliffe du département des Sciences politiques fut accusé d'être partie prenante des tentatives du gouvernement d'impliquer ce dernier dans l'organisation d'actions pro-MPLA sur le campus. Les grévistes demandèrent la démission immédiate de ces deux hommes.

La réponse du gouvernement fut rapide. Le samedi 7 février, la police armée entoura le campus. Le prétexte en fut un incident au cours duquel un étudiant bien connu pour être l'un des nombreux agents de la police en cet endroit, pointa un revolver sur un groupe de collègues qui avaient commencé à l'accabler de sarcasmes dans le réfectoire. Une situation de quasi-émeute se développa et l'homme de paille de la police a eu bien de la chance de sortir indemne des locaux.

Un blocus total fut alors instauré de façon à ce que ceux qui étaient à l'intérieur ne puissent recevoir aucune nourriture et la moitié des habitants du campus qui étaient partis à Lusaka pour la journée furent empêchés de retourner chez eux et obligés de dormir dehors. En même temps, trois autres membres du personnel furent arrêtés.

1) Un Hollandais, Siemensma, dont on a dit qu'il avait envoyé des rapports aux grands moyens d'information hollandais sur la situation à l'UNZA (c'est sans doute juste et d'autant plus embarrassant pour le gouvernement).
2) Un professeur italien du département de sociologie, D. Longhi, pour avoir "activement tenté d'obtenir la libération de Cliffe".
3) Peut-être le plus embarrassant pour le gouvernement, un réfugié sud-africain apatriote, Robert Molteno, qui faisait partie du personnel depuis 8 ans. Il est connu que durant cette période, il avait travaillé comme conseiller du gouvernement à plusieurs reprises. Il est aussi connu de toute la population qui a suivi la première année de l'école secondaire comme l'auteur d'un livre intitulé "La communauté zambienne et son gouvernement", qui est obligatoirement étudié dans les cours d'éducation civique récemment introduits. Ceux-ci ont pour but d'inculquer l'admiration pour l'Etat de parti unique et ses institutions dans l'esprit des jeunes Zambiens et il faut dire que le livre de Molteno fait un aussi bon travail que possi-

ble dans cette tâche difficile de le faire apparaître comme "humaniste" et démocratique. Mais en cette occasion, son crime semble être d'avoir pris les porte-paroles du gouvernement au pied de la lettre et d'avoir participé centralement à la rédaction d'une lettre signée par 75 membres du personnel et qui dénonçait la détention de Cliffe comme un coup contre le principe des libertés universitaires et appelait à sa réintégration "dans l'honneur".

Il est clair que la décision finalement prise de fermer l'université fut profondément motivée par la formation d'un bloc solide du personnel et des étudiants, qui s'opposait à la politique répressive du gouvernement. Dans la nuit du 7, la police entra dans le campus brutalement, en essayant de provoquer une confrontation qui rendrait possible de faire porter aux étudiants la responsabilité de la fermeture. Cette tactique échoua complètement. Mais le lundi 9 janvier, le ministre de l'Education, Mulitika, vint à la radio pour annoncer la fermeture illimitée de l'UNZA et il expliqua que c'était pour empêcher une inévitable effusion de sang et les dommages à la propriété qui surviendraient si la faculté restait ouverte. Les étudiants furent expulsés, avec 10 kwacha chacun pour payer leur voyage, embarqués dans des cars sous la direction de l'armée et de la police et déposés à la station de bus principale de Lusaka pour y attendre les moyens de transport leur permettant de rentrer chez eux. 21 étudiants furent ajoutés aux 4 professeurs détenus. Ce nombre comprend toute la direction du syndicat étudiant et un nombre de militants connus pour leur participation à l'organisation des événements de la semaine précédente. Dans ces conditions il était évidemment impossible de garder l'université ouverte, par peur des protestations qui auraient suivi.

C'est ainsi que se terminèrent quatre semaines de fermentation politique intense à l'université, au cours desquelles des centaines d'étudiants se sont radicalisés et en sont venus à apprécier la nature réelle de la politique de leur gouvernement "humaniste", sur au moins un problème crucial. Les porte-parole gouvernementaux se félicitèrent d'avoir donné une salutaire leçon à ces étudiants "parvenus", et par-dessus tout, à ces professeurs qui étaient infiltrés dans l'institution comme "agents des super-puissances". Mais l'opinion publique zambienne, elle, fut bien moins impressionnée. Le dimanche suivant, 15 février, le "Sunday Times", journal contrôlé par le gouvernement, fit paraître dans l'un de ses suppléments intitulé "La parole au peuple" les commentaires de 20 à 30 personnes du "peuple" sur un thème d'actualité. Or, il ne s'est trouvé personne pour exprimer un soutien sans réserve à la fermeture de l'UNZA, dans ce supplément spécial pourtant consacré à ce sujet. Le niveau général des commentaires était on ne peut mieux résumé par les personnes blâmant le fait que le gouvernement dépense

autant d'énergie contre deux milliers d'étudiants dissidents, alors qu'il montre si peu d'empressement à s'attaquer aux problèmes économiques affectant la majorité des gens. A première vue on peut estimer que loin d'avoir isolé les militants étudiants de la masse de la population, le gouvernement a agi d'une façon qui a contribué à abattre les barrières entre les deux groupes de population. On ne sait pas encore quand l'université va ouvrir et pas un mot n'a été dit sur le sort des détenus. Mais il apparaît vraisemblable que lorsque la population étudiante retournera au campus, elle n'aura subi aucune démoralisation significative ni une réduction de ses capacités de mobilisation contre le gouvernement.

Le fait que le MPLA soit victorieux est primordial pour le moral, de même que le fait qu'en dépit de le dissimuler derrière des formulations complexes, la Zambie sera forcée de reconnaître, de fait sinon de droit, le nouveau gouvernement angolais - un acte dicté surtout par le désir de s'assurer une réouverture rapide du chemin de fer de Benguela. Dans cette situation nouvelle, il va devenir extrêmement embarrassant de continuer à détenir 25 personnes ayant défendu une ligne d'action que les événements imposent maintenant à une administration très réticente.

Donc, quand les étudiants retourneront à l'UNZA, il est certain qu'ils seront collectivement conscients que la ligne pour laquelle ils se sont battus a été victorieuse. Une telle situation placera la lutte pour un développement ultérieur de la conscience politique sur un terrain éminemment favorable.

Mais l'opposition de l'université à la position du gouvernement sur l'Angola n'était pas la seule menace contre le gouvernement durant cette période. Dans la ceinture du cuivre, une riposte massive fut suscitée par les plans du gouvernement de mettre les logements des mineurs sous le pouvoir des autorités locales. Jusqu'ici les mineurs avaient été logés dans des corons fréquemment situés dans des ensembles entièrement séparés du reste de la population. Par là, ils bénéficiaient de loyers en moyenne inférieurs à ceux des autres habitants. Certains services comme l'eau avaient été fournis gratuitement et, grâce à la plus grande efficacité de l'organisation, des problèmes essentiels comme le maintien de la propreté avaient été plus rapidement réglés. C'est pourquoi, l'annonce que les autorités locales allaient maintenant prendre la direction de tous les corons fut accueillie avec consternation. A Chingola, Kitwe et Luanshya, la commission officielle chargée d'enquêter sur ce projet fut accueillie par des meetings turbulents organisés par les branches locales du MUZ (Mineworkers's Union of Zambia - Syndicat des mineurs de Zambie). A la mine de Rokana à Kitwe, le 21 janvier, elle ne put faire aucune assemblée publique, à cause du siège de son lieu de réunion par des milliers de mineurs.

Parmi ceux qui sont prompts à tirer parti de la situation se trouvaient les restes de l'UPP (United Progressive Party - Parti uni du Progrès), une scission de 1971 de l'UNIP menée maintenant par l'ex-vice-président Simon Kapwepwe, qui fut exilé en 1972 immédiatement avant l'instauration de l'Etat de parti unique. Mais en exploitant leur base historique d'appui dans la ceinture de cuivre (Mufulira était le seul endroit dans lequel ils réussirent à gagner une élection parlementaire pendant leur brève existence), les militants de l'ex-UPP, qui avaient toujours gardé des liens informels, commencèrent à s'organiser pour reconstruire leur base d'appui. Ils jouèrent indubitablement un rôle important dans certaines des mobilisations contre la commission. Ce parti, bien sûr, n'est en rien une opposition progressiste à l'UNIP. En fait, l'un de ses principaux axes durant le début des années 70 était la réouverture complète des relations économiques avec le Sud blanc. La direction fut par la suite toujours composée majoritairement de Bembas, groupe dominant dans la ceinture de cuivre, qui s'étaient vus exclus de toute fonction politique par l'accent mis constamment par Kaunda sur le maintien de l'équilibre des postes de direction. Cependant ce soutien a souvent eu tendance à se baser sur un tribalisme grossier.

La ré-émergence active de cette tendance fut accompagnée par une nouvelle polarisation au sein du Parlement zambien. Là, le porte-parole le plus éminent de la droite est sans aucun doute Arthur Wina, ex-ministre des finances et député de Livingstone. Il est un homme d'affaires éminent et le président du ZNCCI (Zambia National Council for Commerce and Industry - Conseil national de Zambie pour le commerce et l'industrie). Le 21 janvier au Parlement, Wina lança une attaque de grande envergure contre la poursuite de la fermeture de la frontière avec la Rhodésie au commerce zambien par route et rail, arguant que sa réouverture, en dépit de toute considération politique, était une nécessité économique pour le pays. Il fut immédiatement soutenu par un grand nombre de membres du Parlement, dont certains utilisèrent l'occasion pour lancer des attaques contre les combattants de la liberté du Zimbabwe (1), qui étaient accusés de ne pas avoir utilisé une tactique correcte d'unification pour obtenir d'eux-mêmes, miraculeusement, leur libération. La Zambie, fut-il dit, était fatiguée de soutenir ces ingrats, traîtres à l'Afrique. En dépit des essais du président du Parlement pour mettre un terme à ce débat en déclarant que le sujet avait été déjà clos par le refus de Kaunda (le 24 janvier) de considérer la question, Wina la fit éclater à nouveau le 4 février. Son nouveau discours prit la dimension de ce qu'on peut raisonnablement caractériser comme le début d'un manifeste de la droite. Une fois encore, il exigea que la frontière soit réouverte "pour sauver une économie en faillite". Il continua en attaquant la cible fa-

cile de l'inefficacité totale du gouvernement à promouvoir une agriculture coopérative en Zambie. "Nous devrions soutenir les fermiers qui produisent pour le commerce avant de gaspiller notre argent pour des expériences d'agriculture collectivisée". Puis il continua en traçant des comparaisons défavorables avec la situation au Malawi qui, dit-il, était capable de se nourrir lui-même et même d'accroître ses exportations agricoles, à cause de sa foi sans honte dans l'agriculture d'entreprise privée.

Sur la même ligne, le député de Malambo, Whiteson Banda, déclara le 5 février que "les programmes de développement n'aboutiront jamais sans l'aide d'investissements étrangers. Le tournant du Parti et du Gouvernement vers le socialisme effraye les investisseurs potentiels, et s'il n'est pas abandonné, il mènera à l'effondrement de l'économie".

Ainsi ces dernières semaines ont vu la résurgence d'une tendance de droite qui est impatiente d'en finir avec le boniment "humaniste" de Kaunda et avec ses engagements verbaux envers le socialisme (bien que les actions du gouvernement en soient bien éloignées), pour le remplacer par une orientation explicite vers le développement d'une économie d'entreprise privée pure.

Le gouvernement se trouvera confronté dans l'avenir à des problèmes provenant des mesures économiques prises à la fin janvier. Le 30 janvier, le ministre des Finances, Mwanashiku, présenta son budget qui augmentait le prix du pétrole, de la bière, du tabac et autres produits de "luxe". Mais le dimanche 1er février, on annonça une importante augmentation du prix du maïs, nourriture de base des Zambiens. Le prix d'un sac de 50 kilos de farine tamisée passait de 4,10 k. à 9 k. La farine brute passait de 3,2 k. à 3,96 k. Dans sa tentative de justifier cela, Kaunda aurait effectivement dit que la farine tamisée était une farine de luxe, mangée seulement par les "apamwambas" (le gratin). En fait, ainsi qu'il fut démontré par plusieurs personnes auxquelles on demandait des commentaires pour la presse, la farine brute était si grossièrement préparée qu'elle était pratiquement immangeable et sa mauvaise qualité était la cause d'un grand déchet. De là provient le fait que la farine tamisée était généralement utilisée par des secteurs de plus en plus larges de la population pour lesquels le doublement de son prix était une atteinte grave à leur niveau de vie. Malheureusement, les statistiques sur le taux d'inflation de la période récente ne sont pas encore disponibles. Mais pour les premiers six mois de 1975, l'indice des prix pour les faibles revenus s'est accru à un taux annuel de 14 %, tandis que les augmentations de salaires étaient légalement limitées à 5 % l'an. La dernière augmentation de la nourriture de base de la Zambie va sans aucun doute accélérer considérablement cette inflation et servir

à alimenter un mécontentement qui s'exprime déjà presque ouvertement. En conséquence, la perspective immédiate pour le gouvernement zambien est celle de difficultés sur tous les fronts. En dépit de ses dénégations actuelles, il reste extrêmement vraisemblable qu'il va essayer de gagner un répit temporaire pour le développement du commerce et des liens financiers avec le Sud blanc, pour une réouverture de la frontière rhodésienne qui lui fournirait la route la plus rapide vers la mer. La reconnaissance du MPLA (après un laps de temps "décent", lui assurera en outre l'usage du chemin de fer de Benguela.

Mais ces mesures ne résoudre pas le problème qui vient du gros déséquilibre de son économie "mono-minérale" et des effets conjoncturels de la récession mondiale des économies impérialistes.

La tâche cruciale dans le futur immédiat sera de convaincre la population estudiantine radicalisée de la nécessité de commencer un travail en direction de la classe ouvrière, dont le niveau de vie subit une attaque. Il est certain qu'une au moins des considérations qui ont provoqué la décision gouvernementale de fermer l'université fut le fait que des éléments radicaux impliqués dans la lutte pour obtenir le soutien au MPLA avaient déjà commencé à poser la nécessité de prendre une position publique claire et avaient même tenté de lancer des actions sur le problème de l'augmentation des prix. Ce progrès dans le niveau de conscience qui a débuté à partir du soutien au MPLA doit maintenant être utilisé pour développer une compréhension plus globale de la nature précise du régime néo-colonialiste de Zambie.

Une telle tâche est d'autant plus urgente que la véritable politique bourgeoise d'individus comme Wina et Kapwepwe peut gagner dans l'immédiat une grande influence parmi les travailleurs. Car, tandis qu'à long terme leur projet est encore moins à même d'assurer un développement économique et une augmentation de la richesse que ne le sont les projets de l'UNIP au gouvernement, ils possèdent un pouvoir d'attraction superficiel à cause de leurs promesses d'arrêter le déclin du niveau de vie.

Il semble vraisemblable cependant que nous entrons dans une période au cours de laquelle la crédibilité des dirigeants de l'UNIP va diminuer de plus en plus devant la menace grandissante venant de droite et de gauche. Il est d'une importance décisive que la gauche, dont les potentialités ont été révélées par les événements à l'UNZA durant les mois passés, commence maintenant à développer sa capacité d'intervenir sur des fronts beaucoup plus larges.

20 février 1976

(1) Nom africain de la Rhodésie.

«ROUGE» QUOTIDIEN!

Le 15 mars 1975 marque une date importante dans le développement de la IVème Internationale. Pour la première fois, une de ses sections, la L.C.R. commencera la publication d'un quotidien. Résultat d'un effort considérable, qui s'est notamment traduit sur le plan financier par la collecte de plus d'un demi-million de dollars, apporté par plusieurs dizaines de milliers de sympathisants du nouveau quotidien, et sur le plan technique par la création d'une imprimerie moderne, la parution du "Quotidien Rouge" est à la mesure des progrès de la section française, de sa prolétarisation croissante, de son impact sur des couches d'avant-garde qui dépassent de très loin ceux qui avaient permis la naissance de l'hebdomadaire "Rouge" au lendemain de Mai 68.

La naissance du "Quotidien Rouge" est à l'image de la transcroissance de la IVème Internationale toute entière. Non seulement dans le sens que le nouveau quotidien sera en partie également le quotidien de toute notre Internationale, mais aussi et surtout dans le sens que sa naissance coïncide avec des progrès en cours depuis le début de cette année, dans le système de presse de nombreuses sections. Pour ne signaler que les réalisations les plus importantes :

- depuis son congrès extraordinaire de janvier 1976, la LCI, organisation sympathisante au Portugal, publie régulièrement un hebdomadaire, Luta Proletaria;
- depuis le 15 mars, l'organe de la section allemande, Was Tun, est devenu hebdomadaire;
- depuis janvier 1976, l'organe de la Socialist Workers League, une organisation sympathisante de la IVème Internationale en Australie, Direct Action, est devenu hebdomadaire;
- les camarades de la LCR-ETA(VI) préparent pour les prochaines semaines la sortie d'un grand hebdomadaire à plusieurs éditions régionales, même au cas où malgré les progrès de la révolution espagnole, cet hebdomadaire ne serait pas encore légal;
- les camarades de la Liga Socialista, section de la IVème Internationale au Venezuela, sont en train de transformer leur organe Voz Socialista en hebdomadaire;
- les camarades de l'IMG, section britannique de la IVème Internationale, sont en train d'assurer l'expansion de leur hebdomadaire Red Weekly, pour qu'il paraisse dorénavant sur 16 pages.

L'expansion de la presse de la IVème Internationale n'est que le reflet de l'expansion de l'organisation elle-même, de sa force numérique, de son implantation ouvrière et syndicale, de sa maturation politique, de son intervention effective dans la lutte de classe. Nous sommes pleinement conscients combien ces progrès sont encore modestes et insuffisants devant l'immensité des tâches qu'implique, face à la crise croissante de l'impérialisme, du capitalisme et du stalinisme, la construction d'une nouvelle direction révolutionnaire du prolétariat mondial. La naissance du "Quotidien Rouge" comme l'ensemble des progrès de la presse trotskyste internationale montrent que des pas sont en train d'être faits vers la solution de ces tâches; elle implique par ailleurs une ouverture vers les forces révolutionnaires avec lesquelles une base programmatique et une pratique communes peuvent être établies, dans le but de renforcer l'organisation nationale et internationale. Le fait que le "Quotidien Rouge" naisse sous le signe de cette ouverture reflète, lui aussi, un mûrissement.

(abonnez-vous à : "Quotidien Rouge", 2 rue Richard Lenoir, 93 Montreuil, France)

ABONNEZ-VOUS